VISA POUR L'IMAGE
2011 PERPIGNAN

23e/rd Festival International du/of photojournalisme photojournalisme

DOSSIER DE PRESSE

2011
27.08
11.09

pro-week
29.08 au 04.09

PRESSE / RELATIONS PUBLIQUES
2e BUREAU
SYLVIE GRUMBACH
18, RUE PORTEFOIN 75003 PARIS
TEL 33(0)1 42339318/05
mail@2e-bureau.com

Perpignan, Visa pour l'Image, 23 éditions – déjà – au service du photojournalisme.

Les nouvelles technologies, l'apparition du numérique, la crise financière ont redéfini les pratiques de la profession.
Les photojournalistes ont perdu du terrain dans la presse, mais désormais le reportage s'affiche aussi sur d'autres supports. Ceux-ci n'ont jamais été tant courtisés par le grand public, les médias, les festivals et les milieux culturels.
Dans un monde en perpétuelle restructuration (essor des libertés en Tunisie, Égypte, Libye, Soudan, Syrie, Bahreïn, Côte d'Ivoire…), en proie aux brutalités de la nature (tsunami et tremblement de terre au Japon…), à la barbarie des hommes (Marrakech, Afghanistan…), une actualité au quotidien, à l'heure, à la minute, une profusion de photographies quasi instantanées.
Le photojournalisme est aujourd'hui présent sur une multitude de supports, par l'intermédiaire de professionnels, free-lances, amateurs… tout le monde fait du photojournalisme, ou, tout au moins, tout le monde prétend en faire.
Oui, le photojournalisme demeure le premier vecteur d'information, de prise de conscience de l'homme, de soif de liberté, de jugement, de recherche de vérité… mais pour cela, certains meurent, d'autres sont pris en otages, on ne peut les oublier.
Face à cette profusion d'images, Visa pour l'Image, en septembre à Perpignan, est devenu le rendez-vous annuel et international de plus en plus nécessaire au photojournalisme.
En 2010, 225 000 entrées dans 28 expositions, aux soirées de projection sur écran géant, et avec les lycéens, collégiens, les citoyens de demain, mais aussi près de 3 000 accrédités, photojournalistes, agences de photo, presse, professionnels de la photographie.

Nous sommes heureux de vous y accueillir pour cette 23e édition.

Jean-Paul Griolet
Président de l'Association Visa pour l'Image - Perpignan

Sans conditionnel…
C'était une tendance depuis quelques années, mais ces derniers mois, c'est quasiment devenu une règle : l'emploi presque systématique du conditionnel dans les nouvelles.
Ben Laden se serait abrité derrière l'une de ses femmes. Il aurait eu une arme à la main. Non, il aurait été tué de dos…
On aurait retrouvé du sperme sur le col de la chemise d'une femme de ménage. Non ! La police aurait démenti. Selon les avocats, la jeune femme serait…
Selon certaines sources, il y aurait eu plus de 50 morts à Sanaa…
Le site www.nimporte-quoi.com aurait eu accès à des informations exclusives. Pas du tout ! Selon cet autre, le fameux www.bidonneur.org, cette exclusivité est absolument fausse…
Un tweet de truc@pipeau.com révélerait que… Mais non, quelques minutes plus tard, Machin, sur son blog, affirmerait exactement le contraire.
Stop ! Soyons sérieux. L'actualité se télescope, un événement chasse l'autre sans que l'on ait eu (pris ?) le temps de l'analyser, de le mettre en perspective. Les médias s'affrontent, les anglo-saxons nous reprochant de ne pas tout dire sur les mœurs des hommes politiques, en oubliant qu'ils ont eux-mêmes foncé comme un seul homme derrière George W. Bush lorsqu'il affirmait que l'intervention en Irak était indispensable à cause des armes de destruction massive… qui n'existaient que dans sa tête. Alors quoi ? 1 à 1, balle au centre. Match nul. Vraiment nul !
Et les photographes, dans tout ça ? Eux n'ont pas droit au conditionnel. En Côte d'Ivoire, en Syrie, en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Soudan, au Japon, en Afghanistan, en Irak, ils sont là, toujours en première ligne. Pour témoigner.

Nous aurions aimé pouvoir vous dire que Lucas Dolega, Chris Hondros, Tim Hetherington et Anton Hammerl seraient toujours en vie.
Malheureusement, pour cette terrible litanie, nous devons employer le présent. Ils sont morts. Nous ne les oublierons pas.

Jean-François Leroy
21 juin 2011

Centre international de presse

Le Centre de Presse est ouvert dès le mardi 30 août
et ferme ses portes le samedi 3 septembre 2011 au soir

L'Association Nationale des Iconographes (A.N.I.)
reçoit les photographes du lundi 29 août au samedi 3 septembre
de 10h à 13h et de 15h à 18h

Abaca
Agence France-Presse
Agence VU'
Association Nationale des Iconographes - A.N.I.
Argos *(France)*
Associated Press
Audiens
Bureau 233
Cesuralab *(Italie)*
Corbis
Cosmos
EPA - European Pressphoto Agency
Getty Images
Gtresonline
IP3
Kahem *(Canada)*
Le Bar Floréal *(France)*
Le Desk
Libre Arbitre *(France, Colombie)*
Media Access
Odessa *(France)*
Pixpalace
Polaris
Riva Press *(France)*
SapienSapienS
Sipa Press
Stigmat Photo *(Canada)*
Supay Fotos *(Pérou)*
Terra Project *(Italie)*
Transit *(France)*
UPP (Union des Photographes Professionnels)

RENDEZ-VOUS

Un agenda est disponible au Palais des Congrès
Il est remis à jour quotidiennement

PALAIS DES CONGRES

du lundi 29 août au samedi 3 septembre

- Les photographes présentent leur portfolio auprès de l'Association Nationale des Iconographes (ANI).
  Accréditation obligatoire

- Rencontres avec les photographes
  Tous les matins, ouvertes aux professionnels et au grand public, salle Charles Trenet.
  L'agenda de ces rencontres sera disponible sur le site www.visapourlimage.com.
  Ouvert à tous

- CANON
  Notre principal partenaire est présent au rez-de-chaussée du Palais des Congrès.

- iTRIBU - APPLE PREMIUM RESELLER
  Notre partenaire vous accueille au rez-de chaussée du Palais des Congrès. Un espace conseil et démonstration de la gamme Apple pour les Pro et le grand public.

PALAIS DES CONGRES

vendredi 2 septembre à 17h

Table ronde ELLE Magazine

Hommes politiques, monde du travail, société… la France est-elle un pays macho ? *L'affaire DSK a en partie réussi à faire sauter le verrou des tabous sur le sexisme ordinaire en France. En politique, dans le monde de l'entreprise, la culture machiste, les comportements ambigus, le harcèlement restent toujours, hélas, d'actualité. L'affaire DSK va-t-elle réellement permettre de changer les mœurs et les mentalités ? Les femmes – et les hommes – sont-ils prêts à sortir la France de ces stéréotypes ?*
Pour débattre de toutes ces questions, rendez-vous autour de Valérie Toranian, directrice de la rédaction, et Caroline Laurent-Simon, grand reporter à ELLE.
Salle Charles Trenet, *entrée libre*.

CASERNE GALLIENI

du samedi 27 août au dimanche 4 septembre, de 10h à 20h

Espace Webdocumentaire

LA POUDRIERE

du samedi 27 août au dimanche 11 septembre, de 10h à 20h

La FNAC

Librairie officielle de Visa pour l'Image - Perpignan.
Nombreuses signatures et exposition Bourses Fnac *(cf agenda quotidien)*.

HÔTEL PAMS

L'Hôtel Pams redevient un lieu d'exposition !

Soirées de projection

Campo Santo, du lundi 29 août au samedi 3 septembre à 21h45
place de la République, du 1er au 3 septembre, retransmissions en direct

Les soirées de Visa pour l'Image retracent les événements les plus marquants de septembre 2010 à août 2011. Chaque soir, du lundi au samedi, les projections débutent par une « chronologie » retraçant 2 mois d'actualité de l'année écoulée. Sont ensuite développés différents sujets et points de vue liés aux faits de société, aux conflits, ceux dont on parle et ceux que l'on tait, aux différents constats de l'état du Monde. Visa pour l'Image propose aussi des « rétros », retour sur des faits ou des personnalités majeurs de l'Histoire. Les différents prix Visa pour l'Image sont également remis lors de ces soirées.

Au programme de ces projections *(liste non exhaustive et sous réserve de modifications)*

Lynsey Addario / *VII Network pour National Geographic* - Johannes Arlt / *laif – Réa* - Martina Bacigalupo / *Agence VU* - Massimo Berruti / *Agence VU pour la Fondation Carmignac Gestion* - Kate Brooks / *Cosmos* - Jordi Cami - Martin Chambi - Olivier Coulange / *Agence VU* - Fabio Cuttica / *Contrasto* - Nick Danzinger *pour le CICR* - Maciej Dakowicz - Denis Dailleux / *Agence VU* - Lucas Dolega (Hommage) - Jacob Ehrbahn / *Politiken* - Stefan Falke - Pierre Gleizes - Mohammad Golchin - Toni Greaves - Anton Hammerl (Hommage) - Robin Hammond / *Panos* - Nick Hannes / *Cosmos* - Tim Hetherington (Hommage) - Chris Hondros (Hommage) - Arne Hodalic - Roger Job - Olivier Laban-Mattei / *Neus* - Hervé Lequeux / *Cosmos* - Jean-Pierre Leloir (Hommage) - Sebastian Liste / *Reportage by Getty Images* - Benjamin Loyseau - Pascal Maitre / *Cosmos pour National Geographic* - Juan Manuel Castro Prieto / *Agence VU* - Andrew McConnell / *Panos* - Peter McBride - Palani Mohan / *Reportage by Getty Images* - Lu Nan / *Magnum Photos* - Malik Nejmi / *Agence VU* - Darcy Padilla - Julien Pannetier / *Zeppelin* - Louie Palu / *Zuma Press* - Micha Patault / *PictureTank* - Paolo Pellegrin / *Magnum Photos* - Carsten Peter / *National Geographic* - Nikos Pilos / *Sipa Press – Galerie M55* - Espen Rasmussen / *Panos* - Stefano Renna / *Sipa Press* - Didier Ruef / *Cosmos* - Jiri Rezac / *Réa* - Patrick Robert - Michael Robinson Chavez / *Los Angeles Times* - Jérôme Sessini / *Reportage by Getty Images pour The Wall Street Journal* - Hans Silvester - Bruno Stevens / *Cosmos* - Wes Skiles (Hommage) - Jean-Michel Turpin - Gaël Turine - Manuel Uebler - Bruno Valentin / *Zeppelin* - Clara Vannuci - Yoan Valat / *Réa* - Sven Zellner - Michael Zumstein / *Agence VU*...

L'actualité de l'année sur tous les continents : guerres, crises, politique, insolite, sport, culture, science… Mais rien, ou presque, sur les mariages princiers
Tunisie, Égypte, Syrie, Libye, Algérie, Yémen, Bahreïn... soulèvements populaires, flux migratoires et révolutions
Haïti, un an après le séisme, une année électorale
Soudan, la partition
Afghanistan, Irak, la guerre toujours
Il y a 10 ans, les attentats du 11 septembre aux États-Unis
Côte d'Ivoire, duel de Présidents sur fond de guerre civile
Grèce, la voix de la rue
Inde, industrialisation et exploitation minière
Exploration volcanique et sous-marine
Bangladesh, Népal, Pakistan, Mali, Ceuta et Melilla, Chine...
Ex-Yougoslavie : entre Slovénie et Croatie, Bosnie Herzégovine et Kosovo, retour commémoratif sur la guerre dans les Balkans
Et puis le Japon… 25 ans après Tchernobyl, une catastrophe sans précédent.

Les directeurs photo suivants déterminent parmi tous les sujets vus dans l'année (publiés ou non) quatre nominés pour chacune des catégories : le Visa d'or News, le Visa d'or Magazine, ainsi que le lauréat du Prix du Jeune Reporter de la Ville de Perpignan.
Un deuxième jury se réunit à Perpignan pour désigner le lauréat de chaque Visa d'or (News, Magazine et Presse Quotidienne).
Aucun dossier n'est à soumettre.

Jury 2011

Monica Allende / The Sunday Times - GB
Daphné Anglès / The New York Times - France
Pepe Baeza / La Vanguardia - Espagne
Wang Baoguo / Chinese Photography Magazine - Chine
Jon Barandica / Publico - Espagne
Sophie Batterbury / The Independent On Sunday - GB
Stephanie Belingard / Live Magazine Mail on Sunday - GB
Armelle Canitrot / La Croix - France
Angel Casana / El Mundo - Espagne
Barbara Clément / Elle - France
Jimmy Colton / Sports Illustrated - USA
Andreïna de Beï / Sciences & Avenir - France
Jean-François Dessaint / France Soir - France
Cyril Drouhet / Le Figaro Magazine - France
Ruth Eichhorn / Geo - Allemagne
David Friend / Vanity Fair - USA
Magdalena Herrera / Geo - France
Ryuichi Hirokawa / Days Japan - Japon
Jérôme Huffer / Paris Match - France
Nicolas Jimenez / Le Monde - France
Javier Jubierre / El Periodico de Catalunya - Espagne
Romain Lacroix / Grazia - France
Catherine Lalanne / Le Pèlerin - France
Pierre Langlade / Le Nouvel Observateur - France
Volker Lensch / Stern - Allemagne
Alexander Lubarsky / Kommersant – Russie
Chiara Mariani / El Corriere della Serra - Italie
Evelyne Masson / La Vie - France
Michele McNally / The New York Times - USA
Kurt Mutchler / National Geographic Magazine - USA
Lello Piazza / Fotographia - Italie
Andrei Polikanov / Russian Reporter Magazine - Russie
Kira Pollack / Time Magazine - USA
Jim Powell / The Guardian - GB
Tim Rasmussen / The Denver Post - USA
Mina Rouabah / Libération - France
Kathy Ryan / The New York Times Magazine - USA
Rudiger Schrader / Focus - Allemagne
Selahttin Sevi / Zaman - Turquie
Marc Simon / VSD - France
Dan Torres / Jeune Afrique - France
James Wellford / Newsweek - USA

VISA D'OR 2011

Les Visa d'or Arthus-Bertrand récompensent
les meilleurs reportages réalisés entre
septembre 2010 et août 2011
et sont remis lors des soirées de projection

Le Visa d'or de la Presse Quotidienne est remis le 1er septembre 2011.

Chaque année depuis 1990, le Visa d'or de la Presse Quotidienne récompense les meilleures photographies de l'année parues dans un quotidien de la presse internationale.
Ce prix s'adresse à toutes les rédactions des quotidiens du monde.
Cette année, 28 reportages en compétition sont exposés pendant le Festival. (*voir page 39*)

Le Visa d'or Magazine est remis le 2 septembre 2011.

Pour la quatrième fois, la **Région Languedoc-Roussillon** s'engage à offrir un prix de 8 000 € au lauréat.

Les nominés 2011 :

- Cédric Gerbehaye / Agence VU : *Soudan, The Land of Cush*
- Olivier Jobard / Sipa Press pour Paris Match : *Zarzis-Lampedusa, l'odyssée de l'espoir*
- Alvaro Ybarra Zavala / Reportage by Getty Images : *Colombie, l'éternel déchirement*

Le Visa d'or News est remis le 3 septembre 2011.

Pour la quatrième fois, **Paris Match** s'engage à offrir un prix de 8 000 € au gagnant.

Les nominés 2011 :

- Tyler Hicks / The New York Times : *Libye*
- Ryuichi Hirokawa / Days Japan : *Fukushima / Japon*
- Yuri Kozyrev / NOOR pour Time : *le printemps arabe, les chemins de la révolution*
- Issouf Sanogo / Agence France-Presse : *Côte d'Ivoire*
- Jérôme Sessini / Reportage by Getty Images : *Libye*

NOUVEAU

Le Visa d'or Humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est remis le 1er septembre 2011.

Pour sa première édition, le Visa d'or Humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) bénéficie du mécénat de la **Fondation SANOFI ESPOIR** et est remis à la lauréate 2011, Catalina Martin-Chico. (*voir page 24*)

Les trophées sont une création des ateliers Arthus-Bertrand.

Et ...

Prix FRANCE 24-RFI du webdocumentaire, remis le mercredi 31 août 2011.
Pour la troisième année, FRANCE 24 et RFI organisent le Prix du Webdocumentaire. Ce Prix récompense le meilleur webdocumentaire qui se distingue par le choix et le traitement original d'un sujet d'actualité et l'utilisation des nouveaux outils multimédia qu'offre le web.

Informations : FRANCE24.COM et RFI.FR / contact : webdocu@rfi.fr

Prix ANI - PixPalace, remis le mercredi 31 août 2011.
Depuis onze ans, l'Association Nationale des Iconographes organise les lectures de portfolios pendant la semaine professionnelle et reçoit plus de 300 photographes de tous horizons pour les conseiller et les orienter. L'ANI réunit un jury pour choisir trois lauréats parmi ses « coups de cœur ». Pour la deuxième année consécutive, le lauréat reçoit un prix ANI doté de 5 000 € par PixPalace.

Getty Images Grants for Editorial Photography, remis le vendredi 2 septembre 2011.
Getty Images annonce son septième programme de bourses annuel à l'occasion de la 23e édition du Festival Visa pour l'Image-Perpignan. Initié en 2005, ce programme de bourses vise à donner aux photographes les moyens d'attirer l'attention sur des questions sociales et culturelles d'importance ainsi qu'à soutenir les prochaines étapes de leur œuvre créative.
Après avoir déjà soutenu plus de 35 photojournalistes, Getty Images annonce les lauréats de cette année au cours de la projection du jeudi 1er septembre, puis le vendredi 2 septembre à 15h lors de la présentation du « Grants Showcase » dans la salle Jean-Claude Rolland (Palais des Congrès).

Prix du Jeune Reporter de la Ville de Perpignan, remis le vendredi 2 septembre 2011.
Des directeurs photo de magazines internationaux ont élu, fin juin, le lauréat du Prix du Jeune Reporter de la Ville de Perpignan pour la sixième année consécutive.
Ils ont voté pour le jeune photographe de l'année qui, selon eux, a produit en 2010/2011 le meilleur reportage publié ou non. Ce prix est doté par la Ville de Perpignan de 8 000 € et est décerné lors de la soirée de projection du vendredi 2 septembre. Ed Ou / Reportage by Getty Images, lauréat 2011 pour son travail sur les enfants soldats en Somalie, est exposé dans le cadre de Visa pour l'Image.

Lauréats précédents : Tomas van Houtryve (2006), Mikhael Subotzky (2007), Munem Wasif (2008), Massimo Berruti (2009) et Corentin Fohlen (2010).

... À VISA POUR L'IMAGE

Prix Canon de la Femme Photojournaliste, remis le samedi 3 septembre 2011.

Décerné par l'Association des Femmes Journalistes et soutenu par *Le Figaro Magazine*.

Pour la onzième année, Canon France et l'Association des Femmes Journalistes (AFJ) décernent le Prix Canon de la Femme Photojournaliste. Les candidates sont jugées sur présentation d'un projet de reportage et de réalisations précédentes. La lauréate 2011, Ilvy Njiokiktjien (Pays-Bas), recevra 8 000 € pour son projet sur les adolescents afrikaners post-apartheid.
Cette année, Visa pour l'Image - Perpignan expose la lauréate 2010, Martina Bacigalupo, sur le quotidien et l'endurance de Filda, femme ougandaise victime de la guerre.

Lauréats précédents : Magali Delporte (2001), Sophia Evans (2002), Ami Vitale (2003), Kristen Ashburn (2004), Claudia Guadarrama (2005), Véronique de Viguerie (2006), Axelle de Russé (2007), Brenda Ann Kenneally (2008), Justyna Mielnikiewicz (2009), Martina Bacigalupo (lauréate 2010).

Pour obtenir les renseignements : AFJ : http://www.canonafjaward.com
Canon France : Pascal Briard : pascal_briard@cci.canon.fr - www.canon.fr

NOUVEAU

Bourses FNAC, remises le vendredi 2 septembre 2011.

Les Bourses Fnac, initiées en septembre 2010 à Visa pour l'Image - Perpignan, ont été créées pour soutenir les photojournalistes dans un contexte particulièrement difficile. Ceci s'inscrit dans la continuité de l'action de la Fnac en faveur de la création photographique. Les lauréats reçoivent 8 000 € chacun.
Aujourd'hui, l'enseigne poursuit son engagement historique et, au-delà de son action de diffusion, elle désire encourager la création en apportant son soutien aux acteurs de la photographie.
Sélectionnés parmi 46 projets par 16 directeurs de la photo internationaux*, Anastasia Taylor-Lind, Jan Banning et Cédric Gerbehaye sont les lauréats de cette première édition.

**(Cyril Drouhet, Daphné Anglès, Dan Torres, Pierre Langlade, Evelyne Masson, Olivier Quérette, Barbara Clément, Andreïna de Beï, Magdalena Herrera, James Wellford, Tina Ahrens, Olivier Laurent, Marc Simon, Romain Lacroix, Armelle Canitrot, Ruth Eichhorn)*

Pour obtenir des informations :
2e BUREAU – Sylvie Grumbach – sylvie.grumbach@2e-bureau.com – Tel +33 1 42 33 93 18
FNAC : Marion Hislen - marion.hislen@fnac.com - Tel +33 1 55 21 54 18
Jennat Kabbaj – jennat.kabbaj@fnac.tm.fr – Tel +33 1 55 21 54 46

Expositions

COUVENT DES MINIMES

MARTINA BACIGALUPO
JOCELYN BAIN HOGG
VALERIO BISPURI
CHIEN-CHI CHANG
BARBARA DAVIDSON
DAYS JAPAN
PETER DENCH
BERTRAND GAUDILLÈRE
LU NAN
ISSOUF SANOGO
JOÃO SILVA
BRIAN SKERRY
PIERRE TERDJMAN
RICCARDO VENTURI
WORLD PRESS PHOTO

ÉGLISE DES DOMINICAINS

ED OU
YURI KOZYREV
ALVARO YBARRA ZAVALA

COUVENT SAINTE CLAIRE

FERNANDO MOLERES
SHAUL SCHWARZ

PALAIS DES CORTS

CATALINA MARTIN-CHICO

CASERNE GALLIENI

JONAS BENDIKSEN

CHAPELLE DU TIERS ORDRE

CÉDRIC GERBEHAYE

ANCIENNE UNIVERSITÉ

RODRIGO ABD

ARSENAL DES CARMES

PRESSE QUOTIDIENNE

HÔTEL PAMS

PARIS MATCH

RODRIGO ABD 01
MARTINA BACIGALUPO 02
JOCELYN BAIN HOGG 04
JONAS BENDIKSEN 06
VALERIO BISPURI 09
CHIEN-CHI CHANG 11
BARBARA DAVIDSON 12
DAYS JAPAN - MARS 2011 15
PETER DENCH 17
BERTRAND GAUDILLÈRE 18
CÉDRIC GERBEHAYE 20
YURI KOZYREV 22
CATALINA MARTIN-CHICO 24
FERNANDO MOLERES 28
LU NAN 30
ED OU 32
PARIS MATCH - LE PRINTEMPS ARABE 37
PRESSE QUOTIDIENNE 39
ISSOUF SANOGO 40
SHAUL SCHWARZ 42
JOÃO SILVA 44
BRIAN SKERRY 49
PIERRE TERDJMAN 51
RICCARDO VENTURI 52
WORLD PRESS PHOTO 55
ALVARO YBARRA ZAVALA 56

Village d'El Adelanto, Solola, Guatemala, 31 août 2007. Un squelette et des habits traditionnels dans une fosse commune qui contenait les restes de douze personnes tuées par l'armée guatémaltèque en 1982. Les anthropologues-légistes tentent de retrouver une vingtaine de victimes ; toutefois huit d'entre elles ne peuvent être exhumées car les propriétaires du terrain souhaitent récolter le maïs avant d'autoriser les fouilles. Pendant la guerre civile au Guatemala, plus de 200 000 personnes ont disparu ou ont été tuées.
© Rodrigo Abd / Associated Press

Cercueil d'un villageois tué lors d'un massacre perpétré par l'armée guatémaltèque. Après avoir exhumé les corps de 76 villageois tués le 16 avril 1981, une équipe d'anthropologues-légistes a analysé ossements et vêtements afin d'identifier les victimes. Il a fallu attendre deux ans pour que les corps soient rendus aux familles pour être enterrés dans leur communauté. Cocop, près de Nebaj, Guatemala, 10 juin 2008.
© Rodrigo Abd / Associated Press

RODRIGO ABD

Associated Press

Une paix bien plus violente que la guerre

Quinze ans après la signature des accords de paix entre l'État et la guérilla et la fin du conflit armé au Guatemala, la violence a connu une telle recrudescence qu'elle dépasse aujourd'hui les niveaux atteints pendant la guerre.

Les données officielles font état d'une moyenne de 17 meurtres par jour, dans ce pays où seulement 2 % des crimes sont jugés au tribunal. L'impunité est ici chose courante. La violence actuelle est irréfutablement liée aux 36 années qu'a duré le conflit armé.

Ce projet comporte plusieurs études de cas issues de la période « d'après-guerre », autant d'illustrations de l'effilochement du tissu social après toutes ces années de conflit interne. Des centaines de charniers ont été découverts dans le cadre d'enquêtes, permettant aux proches des victimes de procéder à un enterrement dans le respect de leurs traditions spirituelles et culturelles. Soutenus par les organisations de défense des droits de l'homme, les survivants ont fait de ces exhumations, et des rapports scientifiques s'y référant, un élément de preuve soutenant la thèse du génocide.

Certains membres des gangs connus sous le nom de *maras* sont issus de familles ayant émigré aux États-Unis dans les années 1980 pour fuir la guerre. Une grande partie de cette jeunesse délaissée est rentrée de gré ou de force au Guatemala pour devenir les déshérités d'une société rude qui ne leur offre aucune opportunité d'intégration. Une génération perdue qui s'est construit une identité et des « liens de famille » au sein des *maras*, intimement liés au trafic de stupéfiants et au crime organisé.

À chaque meurtre, les « croque-morts » nommés *calaqueros* affluent sur les lieux du crime pour vendre leurs services aux parents endeuillés. Le forfait cercueil-veillée-obsèques est disponible pour seulement 150 dollars, et le marché des pompes funèbres est devenu aujourd'hui l'un des plus juteux du pays.

Les hôpitaux sont démunis face aux centaines de nouvelles victimes qu'ils essaient de prendre en charge chaque jour. Aux urgences, on s'occupe avant tout des victimes d'actes de violence (essentiellement des blessés par balle). Les autres patients, dont le pronostic vital n'est pas engagé, peuvent parfois attendre des heures, voire des jours entiers.

Parce que les cimetières publics de la ville de Guatemala sont pleins, les administrateurs exigent chaque année le paiement d'une commission. Et comme les proches n'arrivent pas toujours à payer, des milliers de corps sont alors exhumés et leurs ossements déchargés dans des ossuaires collectifs.

Malgré ces plaies béantes, le peuple guatémaltèque tente de ramener un tant soit peu de normalité à sa vie de tous les jours.

Rodrigo Abd

MARTINA BACIGALUPO

Agence VU

Prix Canon de la Femme Photojournaliste
décerné par l'Association des Femmes Journalistes en 2010
et soutenu par *Le Figaro Magazine*.

Canon

Je m'appelle Filda Adoch

Comment témoigner ? Comment dire les horreurs de l'histoire ? Comment documenter sans s'en tenir à ces moments de violence exacerbée, visuellement tentants par le spectacle qu'ils offrent et qui, dans le système actuel d'information, les transformera en instants d'actualité médiatique presque aussitôt chassés par d'autres ?

Ces questions ne sont peut-être pas les plus importantes, certainement pas celles qui ont d'abord motivé l'approche de Martina Bacigalupo, mais ce sont celles qui en fondent le sens.

Cette chronique de la vie quotidienne d'une femme ayant perdu sa jambe, son petit-fils et ses deux maris dans la violence extrême de la situation en Ouganda, dépasse de beaucoup la tendresse, la complicité, la nécessité qui ont permis à ces images d'exister dans un échange rare entre deux êtres que rien, a priori, ne destinait à se rencontrer. Nous nous laissons évidemment emporter par une douceur de la relation qui sait oublier le pathos pour renvoyer avant tout à la vie, à la volonté de vivre et de dire. Puis de dire ensemble. Ces images ne sont pas négociées, elles sont partagées comme on partage un idéal de paix. Et elles sont au final d'une sérénité qui rend encore plus insupportable la violence, que nous ne verrons jamais, et qui a présidé, dans l'histoire, à leur avènement.

Pour cela, il faut du temps, un projet commun, de la compréhension mutuelle et, de la part d'une photographe qui cadre calmement et simplement, une belle modestie. Celle qui permet de renouer avec la tradition de l'essai photographique, pour nous rappeler que cadavres et explosions, exactions et mutilations, s'il faut les dénoncer, deviennent, dans ce moment où nous sommes entourés de tant d'images et où réalité et fiction finissent par gommer leurs frontières, des anecdotes dont l'impact visuel flirte dangereusement avec les propensions au voyeurisme. La photographie ne sait dire aucune vérité fondamentale, de par sa nature peu informative. Mais il y a des photographies, comme celles-ci, qui ne trichent pas, qui disent vrai.

Christian Caujolle

Exposition co-produite par le CCCB, Centre de Cultura Contemporánia de Barcelona et la Fondation Photographic Social Vision.

Filda Adoch : *« C'est Odong sur cette photo, je reconnais son chapeau ! Nous étions assis autour du feu qui s'éteignait. Il ne parle pas beaucoup, c'est quelqu'un qui regarde. Là, il racontait une histoire aux enfants. C'est une tradition chez nous de nous réunir autour du feu pour raconter des histoires, des devinettes et des contes de notre folklore ; nous parlons aux enfants de leurs ancêtres, de leurs vies et de leurs combats, nous leur enseignons notre culture et les aidons ainsi à grandir. »*
© Martina Bacigalupo / Agence VU / Prix Canon de la Femme Photojournaliste décerné par l'Association des Femmes Journalistes en 2010 et soutenu par *Le Figaro Magazine*

Filda Adoch : *« Là, je rapporte du bois à la maison, mais on dirait que j'ai des ailes sur la tête et que je vole à travers le ciel.»*
© Martina Bacigalupo / Agence VU / Prix Canon de la Femme Photojournaliste décerné par l'Association des Femmes Journalistes en 2010 et soutenu par *Le Figaro Magazine*

JOCELYN BAIN HOGG

VII Network

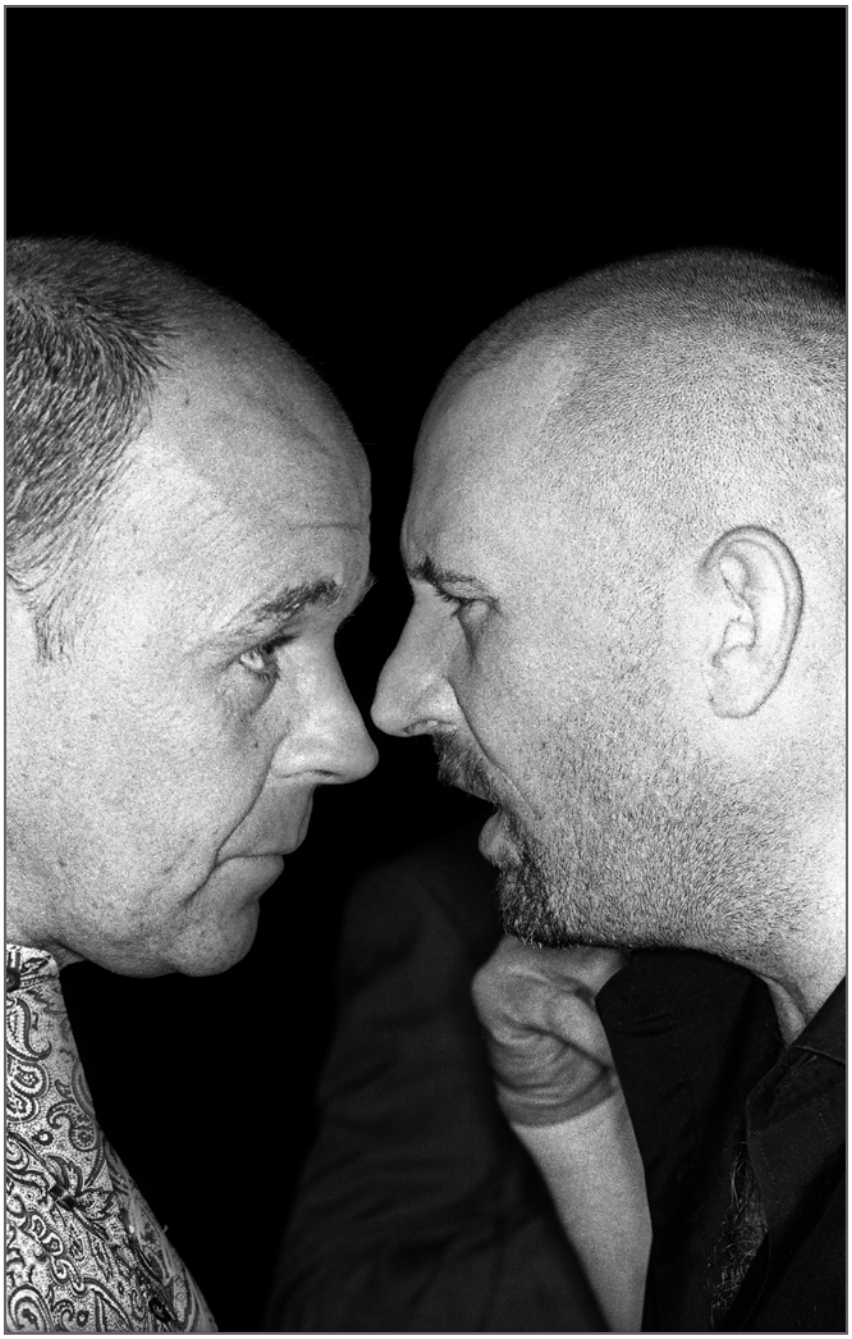
© Seamus Murphy - VII

The Family

Ce voyage en images de trois ans a démarré à la suite d'un sujet réalisé en 2008 sur le problème des crimes à l'arme blanche et à l'arme à feu commis au sein de la jeunesse britannique.
Fort de ma connaissance de la pègre, que j'ai photographiée en 2001 pour *The Firm,* j'ai décidé de m'intéresser à nouveau à ceux qui fournissent armes et drogue aux cités du Royaume-Uni.
Joe Pyle senior et les jumeaux Kray, parrains « à l'ancienne », sont morts depuis. En 2008, j'ai trouvé des criminels britanniques divisés, peu ou mal organisés, sans véritables chefs, qui peinent à concurrencer leurs rivaux internationaux.
Ce sont aujourd'hui les Russes, les Albanais, les Kosovars et les Turcs qui dirigent la pègre du Royaume-Uni, mais les descendants de la famille Pyle, les « roués » et autres malfrats autochtones affichent toujours les signes de leur héritage : ils concluent leurs affaires pendant les combats de boxe clandestins et dans les boîtes de nuit, et travaillent avec leurs confrères jamaïcains – les Yardies – pour récupérer leur part du gâteau.
Au XVIIIe siècle, William Hogarth, artiste et réformateur, décrivait déjà le côté sombre de la société britannique. Au XXIe siècle, très peu de choses ont changé au Royaume-Uni.
Les armes à feu et la drogue continuent de circuler dans les cités britanniques, mais l'empire qui les contrôlait autrefois est en déclin, sa chute est proche. Ces photos montrent les vies de Joe Pyle junior et de ses « frères » - Warren, Mitch, Alan et Teddy « Bam Bam » -, adoptés par Joe Pyle Senior afin d'assurer la survie de son patronyme et de ses affaires.
Voici *The Family* - portrait d'une famille composée de gangsters, proxénètes, prostituées et joueurs, dans un monde qui évolue inéluctablement autour d'elle.
Toutes les photos ont été prises entre septembre 2008 et juin 2011.

Je dédie cette exposition à mon ami, Mark Grosset.

Jocelyn Bain Hogg



Les frères Joe et Warren Pyle à un match de boxe illicite à l'Oceana, une boîte de nuit de Kingston upon Thames.
© Jocelyn Bain Hogg / VII Network

À l'enterrement de son père, Teddy Bam Bam parle avec Dave T et un de ses collègues, sous le regard d'un membre de sa famille.
© Jocelyn Bain Hogg / VII Network

JONAS BENDIKSEN

Magnum Photos
pour National Geographic

© Wahid Adnan

Bangladesh : Contre vents et marées

Pays plat et de faible altitude (en grande partie à moins de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer), le Bangladesh compte parmi les nations les plus vulnérables face au changement climatique. Bien que les habitants ne soient que peu ou prou responsables des problèmes environnementaux qui les affligent, des millions d'entre eux sont néanmoins voués au statut de réfugiés climatiques. La pauvreté et la forte densité de population ne font qu'assombrir ce triste tableau. Si la bataille semble perdue d'avance, c'est compter sans la résilience et la créativité des Bangladais. Ce reportage montre les effets du changement climatique et les efforts de tout un peuple pour repousser la montée des marées.

Selon de récentes estimations, le Bangladesh concentre quelque 160 millions d'habitants (soit le 7e pays le plus peuplé au monde) sur un territoire inférieur au quart de la France. Chaque année, de mai à novembre, les pluies torrentielles de la mousson inondent le pays, emportant les rivières hors de leurs lits et obligeant la population à migrer toujours plus loin. Tempêtes et cyclones sont très fréquents dans le golfe du Bengale. Entre faibles ressources naturelles, surpopulation des zones urbaines et manque d'infrastructures, le Bangladesh est devenu la victime de fléaux naturels et anthropiques. Cependant, il pourrait devenir le parangon de la lutte contre le réchauffement climatique, montrant à tous que chaque effort, du plus modeste au plus ambitieux, peut changer la donne et permettre à une population de survivre. Selon le Dr Atiq Rahman du Centre bangladais d'études avancées : « Le Bangladesh sait résister. Nous avons prouvé aux yeux du monde que nous savions nous adapter, que nous pouvions faire face au changement et que nous n'étions pas de simples victimes passives. »

Malgré de sombres perspectives d'avenir, certains signes sont toutefois encourageants, notamment la hausse du PIB et la diminution du taux de natalité suite à des initiatives nationales. Au niveau des villages, ONG et particuliers ont imaginé toute une kyrielle de solutions locales pour affronter la montée des marées : bateaux-écoles ou bateaux-hôpitaux, maisons sur pilotis, jardins flottants ou encore souches de riz résistantes aux inondations.

Les actions menées dans les villages du Bangladesh ne permettront pas de stopper le changement climatique, mais elles ont au moins pour mérite de donner l'exemple, de montrer que de modestes efforts peuvent faire une grande différence, et que chaque enseignement tiré peut améliorer la vie du plus grand nombre.

Jonas Bendiksen

Division de Rangpur, Bangladesh. Déplacement de la mosquée locale, menacée par l'érosion.
© Jonas Bendiksen / Magnum Photos pour National Geographic

Enfant sur une digue ébréchée par le cyclone Aila. Un an après, la zone reste couverte par les eaux. District de Sathkira, 2010.
© Jonas Bendiksen / Magnum Photos pour National Geographic

Santiago, Chili, mars 2008.
Centre pénitentiaire conçu à l'origine pour accueillir 60 détenus, ce quartier en abrite plus de 300.
© Valerio Bispuri

Lima, Pérou, décembre 2006.
Détenues dansant dans la cour de la prison.
© Valerio Bispuri

VALERIO BISPURI

Encerrados - Voyage dans les prisons d'Amérique du Sud

J'ai passé dix ans à sillonner les centres pénitentiaires d'Amérique du Sud – un monde différent et complexe où violence et sévices font partie de la vie de tous les jours. J'ai vu des détenus essayer de revendiquer leur territoire tout comme ils le faisaient en dehors de prison, de garder un minimum de dignité. Les prisons sont le miroir de la société et reflètent aussi bien les petits maux d'un pays que les grandes crises d'ordre économique et social. Les détenus ont besoin de recréer leur propre espace ; c'est leur seul moyen de défense.

Mais rares sont les détenus qui réussissent à garder leurs habitudes du quotidien tant les conditions de vie sont inhumaines et les prisons surpeuplées. Cela donne souvent lieu à de la violence et à des jeux de pouvoir. Par exemple, au Brésil, j'ai pu prendre des photos à l'intérieur d'une prison, mais le directeur a dû demander la permission au groupe qui « contrôle » l'endroit.

Certains détenus sortent leurs couteaux par défiance et toute personne non armée devient un esclave potentiel.

À Santiago, les prisonniers, excédés par leurs conditions de vie déplorables, se bagarrent pendant leur unique heure passée en dehors de leur cellule. Les règles de la prison sont les mêmes que celles qui s'appliquent au dehors : pouvoir et argent riment avec contrôle et autorité.

Mais la vie en prison, ce n'est pas seulement les jeux de pouvoir et les bagarres ; il y a les matchs de football, les discussions, les blagues et, pour les femmes, parfois l'occasion de se maquiller et de se faire belles.

L'objectif de l'histoire racontée par ces photos n'est pas de dénoncer la situation carcérale, mais de dévoiler la vérité, de montrer les similitudes et les différences entre ces pays sud-américains.

J'ai visité 74 prisons pour hommes et pour femmes dans les pays suivants : Équateur, Pérou, Bolivie, Argentine, Chili, Uruguay, Brésil, Colombie et Venezuela. J'ai vu des détenus et des gardiens, la crainte et la colère, l'espoir et la méfiance. Pour certains détenus, j'étais une source de distraction, pour d'autres une source d'envie, et d'autres encore me regardaient avec mépris car ils étaient convaincus que j'étais là pour prendre des photos de leur vie derrière les barreaux afin de les revendre.

Chaque prison racontait l'histoire du pays, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Même si tout semble refléter la violence, il y a un réel contraste entre la vie et la violence qui suit une trame, celle de l'histoire de l'Amérique du Sud.

Valerio Bispuri

Myitkyina, Birmanie. Cette école chinoise assure l'enseignement du jardin d'enfants à la fin du lycée à quelque 1 700 élèves birmans d'origine chinoise.
© Chien-Chi Chang / Magnum Photos pour National Geographic

À en juger par certains panneaux d'affichage, la culture occidentale fait depuis peu son entrée en Birmanie. Rangoon, l'ancienne capitale, s'est transformée en centre d'affaires animé ; toutefois, le passé est toujours présent avec des bâtiments religieux tels que la pagode Sule, vieille de 2 000 ans, et les vestiges de l'architecture coloniale britannique.
© Chien-Chi Chang / Magnum Photos pour National Geographic

© Anna Lisa Kiesel

CHIEN-CHI CHANG

Magnum Photos
pour National Geographic

Birmanie : au pays des ombres

Au cours des cinquante dernières années, la Birmanie est passée du rang du pays le plus riche de l'Asie du Sud-Est à celui du plus pauvre. Les économistes parlent de « malédiction des ressources » : les dirigeants tirent des bénéfices des généreuses ressources naturelles du pays, mais ne les partagent pas. En Birmanie, le revenu annuel moyen par habitant est de 435 dollars US. Un enfant âgé de moins de 5 ans sur trois souffre de malnutrition, et ce dans un pays surnommé jadis « le bol de riz de l'Asie ». La junte militaire impose un joug de fer, usant de la force et de la peur, ainsi que d'un solide réseau d'informateurs. Tout est mis en œuvre pour persuader les citoyens qu'ils sont surveillés dans leurs moindres faits et gestes, que chacune de leurs paroles est entendue.

La Birmanie est une terre de paradoxes. C'est un pays profondément bouddhiste, où tous les hommes, à un moment ou l'autre de leur vie, entrent au monastère ; en même temps, les voyants y ont une forte influence, les astrologues y sont traités comme des rock stars et les publications proposant des prédictions pour les années à venir se vendent comme des petits pains dans les kiosques. Par ailleurs, si la Birmanie demeure l'un des pays les plus fermés au monde, elle s'efforce aussi de séduire les touristes étrangers, autorisés à visiter les temples et les sites pittoresques. Mais derrière la façade culturelle, le régime répressif est bien vivant, qui a maintenu le leader du mouvement démocratique birman et prix Nobel Aung San Suu Kyi en résidence surveillée pendant quinze ans.

Les Birmans vivent encore dans une version réelle de *La Ferme des animaux* de George Orwell. Lorsque je me faisais passer pour un touriste afin de prendre ces photos, des ombres me suivaient en permanence. Big Brother a de nombreux petits frères.

Chien-Chi Chang

BARBARA DAVIDSON

Los Angeles Times

Pris entre deux feux : les victimes innocentes de la violence des gangs

À Los Angeles, en Californie, chaque jour apporte son lot de dangers. Là où s'affrontent les gangs, personne n'est à l'abri, même les plus innocents. Une fois le couperet tombé, la vie des victimes, quelles que soient leurs origines ethniques ou sociales, ne sera plus jamais la même. Des blessures qui ne guérissent jamais tout à fait. Une vie entière de traumatismes physiques et psychologiques. Pour ceux qui restent – victimes mutilées, famille et amis de la personne tuée – la vie tourne au cauchemar et il leur faut des années pour surmonter leurs douleurs physiques et émotionnelles. Cette violence absurde fait souvent la une des journaux, mais uniquement sur les jeunes qui s'entretuent pour des histoires de drogue. Les vraies victimes, elles, sont la plupart du temps oubliées, alors qu'elles sont le reflet du préjudice humain causé par la violence des gangs.

Josue Hercules, 5 ans, a été touché par une balle perdue et le trottoir porte toujours la trace de son sang. Rose Smith n'a pas la force de dire à ses enfants qu'elle ne retrouvera jamais l'usage de ses jambes. Shameka Harris se demande pourquoi les balles ont touché sa fille, et pas elle.

Ces épreuves peuvent avoir différentes répercussions sur la vie des victimes. Certaines plongent dans les affres de la dépression, luttant pour préserver leurs relations, leur emploi et leurs espoirs. D'autres militent pour changer les lois. D'autres encore n'ont pas les moyens de quitter leur quartier et passent devant la scène du crime tous les jours.

Ces victimes partagent un danger bien particulier – et dans les quartiers les plus chauds de Los Angeles, c'est la norme.

Barbara Davidson

Tori Rowles (centre) aux obsèques de Melody Ross. Les deux amies étaient inséparables. Elles avaient prévu d'aller à la même université. Tori se trouvait aux côtés de Melody lorsque cette dernière fut tuée par une balle perdue.
© Barbara Davidson / Los Angeles Times

Davien Graham. Alors qu'il balayait les marches de son église, Davien a été pris pour cible lors d'un rite d'initiation à un gang et a reçu une balle dans le dos. Après quatre mois d'hôpital, il rentre chez lui, paralysé à vie.
© Barbara Davidson / Los Angeles Times

11 mars 2011, ville de Shinkawa, Miyako, préfecture d'Iwate. L'instant où la «vague noire » déborde par-dessus la digue en béton et s'écrase sur la ville.
© Shinya Kumagai

22 mars 2011, Kesennuma, préfecture de Miyagi. Près de deux semaines après le séisme et le tsunami, un homme promène son chien dans un quartier résidentiel dévasté.
© Issei Kato / Reuters

DAYS JAPAN

Japon, mars 2011, une sélection de Days Japan

Japon, 11 mars 2011, la terre tremble au large des côtes nord-est de l'archipel. Un énième séisme pour une nation habituée à ce type de manifestation sismique. Mais non. Cette fois, ce n'est pas pareil. Cette fois, alors que les Japonais ont déjà repris le cours de leur journée dans le calme après avoir respecté les consignes de sécurité, les premières bribes d'informations viennent faire naître un sentiment d'angoisse. Cette fois, la violente secousse de 8,8 sur l'échelle de Richter engendre un terrible tsunami qui déferle sur le pays du Soleil levant. Les chiffres, bien qu'affolants, ne rendent pas vraiment compte de l'étendue de la catastrophe – on parle de « vagues gigantesques », hautes de 20 mètres, atteignant parfois 800 km/h. Quelque chose d'abstrait pour nous qui sommes étrangers à ce genre de phénomènes. Et puis, au bout de quelques heures, les premières photos qui succèdent aux dépêches viennent illustrer les faits. Cette vague sombre, apocalyptique, qui s'écrase sur la ville de Miyako et sur de nombreuses métropoles du nord-est du Japon ; ces voitures, empilées par les eaux comme des jouets dans l'aéroport de Sendai ; cette jeune femme en pleurs, assise devant les ruines de Natori : des images fortes et bouleversantes, qui resteront gravées dans nos mémoires.

Et le cauchemar ne s'arrête pas là. Alors que la situation ne saurait être plus critique, les réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima, endommagés par le tsunami, commencent à chauffer, allant jusqu'à frôler la fusion tant redoutée. Le drame est désormais total. Seconde puissance mondiale incarnant depuis toujours l'ordre et la discipline, le Japon est à genoux et peine à s'organiser entre le sauvetage des rescapés et la gestion de la crise nucléaire.

Mais face à cette tragédie, les Japonais feront preuve d'une solidarité et d'une dignité exemplaires. À l'image de ce moine majestueux, priant sous la neige pour les défunts encore prisonniers des décombres, véritable symbole de l'esprit magnanime de tout un peuple.

Vincent Jolly

Un visiteur lors de la Grande Fête de la bière britannique qui a lieu tous les ans à Londres.
© Peter Dench

Parking du derby d'Epsom, la célèbre course hippique : un couple s'embrasse alors que, derrière, un homme est malade.
© Peter Dench

PETER DENCH

Angleterre version non censurée : dix ans de photographie

Peter Dench, ou l'homme *Made in England,* naît le jour de la saint Georges, saint patron de l'Angleterre (anniversaire qu'il partage d'ailleurs avec un certain Shakespeare). Du haut de ses 4,7 kg, il en impose, mais, les narines emplies d'air salé, les tympans brisés par le cri des mouettes et les rétines saturées de couleurs, il se laisse vite envahir par l'Angleterre.

Adolescent, Dench grandit dans ce milieu rude et violent qu'était la ville côtière de Weymouth. Les week-ends, un public très particulier venait occuper le centre-ville : qui dit base navale, dit marins en rut. Et lorsque les usines des Midlands fermaient leurs portes, les ouvriers, qui n'avaient absolument rien à envier aux marins, déferlaient de la gare. Les habitants du coin, quant à eux, cultivaient un appétit insatiable de sexe, de nourriture, et surtout d'alcool. Saupoudrez de quelque 180 bars, et vous avez là une recette parfaite pour tous les excès. Une introduction à l'Angleterre que Dench apprécia tout particulièrement.

Dès lors, il n'est pas surprenant que, bien qu'il ait travaillé dans plus de cinquante pays, Dench en revienne toujours à l'Angleterre, son chez-lui et l'objet de sa passion. *Angleterre version non censurée* dresse, par des extraits tirés de dix ans de photographie, un portrait détaillé de l'Angleterre du XXIe siècle. Loin des clichés de cartes postales, Peter Dench nous emmène dans un voyage convivial et humoristique à travers cette nation-trublion. L'Angleterre n'a jamais été synonyme de glamour. Accoutrements grotesques, malbouffe et manque de savoir-vivre : aujourd'hui encore, beaucoup d'Anglais s'obstinent à se rendre ridicules. L'alcool y joue un rôle prépondérant. Des régates royales de Henley aux enterrements de vie de jeune fille, la drogue légale préférée des Anglais n'est jamais loin. Aux festivals, soirées à la campagne, événements sportifs et autres festivités, beaucoup arborent un visage déçu et confus parce qu'ils s'attendaient à mieux ou simplement parce qu'ils pensaient mériter mieux.

Angleterre version non censurée est une excursion dans le monde de l'ordinaire et de l'extraordinaire. Tout y est : des villes jusqu'aux plages reculées, en passant par les boîtes de nuit, les vestiaires, les cathédrales et les hauts lieux du pays, tels que le Lord's Cricket Ground ou le château de Hampton Court. Sans oublier certains des événements les plus inattendus, comme le spectacle *Guerre et Paix* de Beltring dans le Kent, le « plus grand spectacle de véhicules militaires au monde », où les civils s'engoncent dans des déguisements militaires et portent des armes, ou encore les soirées à thème du centre de Londres où les adultes s'habillent en uniforme d'écolier pour revivre « les plus beaux jours de leur vie ».

Chez ceux et celles qui auront l'occasion de les voir, ces images de l'Angleterre moderne susciteront sans aucun doute à la fois incrédulité et amusement.

Peter Dench

BERTRAND GAUDILLÈRE

Item

Des chiffres, Un visage !

Des chiffres* :
24 : nombre de centres de rétention en France
1 693 : nombre de places en centres de rétention
32 268 : nombre de retenus sur l'année *(6 % sont des femmes)*
29 796 : nombre d'expulsions pour l'année
230 : nombre d'enfants placés en rétention en accompagnement de leurs parents
32 ans : âge moyen des retenus
10,71 jours : durée moyenne de la période de rétention
32 jours : durée maximale de la rétention
163 : nombre de nationalités présentes en rétention sur l'année
533 millions d'euros : coût annuel des expulsions *(394 millions pour les frais de garde et d'escorte ; 80,8 millions pour les dépenses de fonctionnement ; 58 millions pour le plan d'extension des centres de rétention)*
27 000 euros : coût moyen d'une expulsion *(sur la base de 20 000 expulsions effectives sur l'année)*

**selon le rapport annuel de la Cimade (Comité inter mouvements auprès des évacués) pour l'année 2008.*

160 000 euros : coût estimé des tentatives d'expulsion de Guilherme

Lyon, le 25 mai 2010. Manifestation de soutien à Guilherme pour porter à la préfecture les 5 210 lettres recueillies à travers la France.
© Bertrand Gaudillère / Item

Lyon, le 8 décembre 2010. Guilherme est toujours en attente de papiers. À l'heure actuelle, plus aucune procédure de demande de régularisation n'est en cours. L'issue serait la régularisation pour raisons humanitaires, que seul le préfet est à même de délivrer par son pouvoir discrétionnaire.
© Bertrand Gaudillère / Item

Un visage :
Celui de Guilherme Hauka Azanga, travailleur sans papiers angolais de 45 ans, père de deux enfants nés en France.
Arrivé en 2002, il a fui un pays qui a connu 25 ans de guerre civile, à l'issue desquels on ne compte pas moins de 500 000 morts. Un pays où l'espérance de vie est de 41 ans, où 40 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté absolue, et 62 % n'ont pas accès à l'eau potable.
En France, Guilherme a travaillé dans le bâtiment qui est, avec l'hôtellerie, la restauration et la confection, l'un des secteurs qui emploient le plus de travailleurs sans papiers. Ironie du sort, il sera embauché sur le chantier de la prison de Corbas, où il purgera plus tard une peine de deux mois ferme pour refus d'embarquement lors de sa première tentative d'expulsion.
Durant six ans, il a été salarié par le même employeur, qui, à deux reprises, fera une demande de régularisation par le travail auprès de la préfecture du Rhône, laquelle (selon Guilherme) ne donnera aucune suite. Malgré ce silence préfectoral, qui vient s'ajouter aux trois rejets de ses demandes d'asile auprès de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides qui refuse aux alentours de 83 % des demandes d'asile), il continue de travailler et paie des impôts jusqu'à ce jour de fin 2009 où son employeur, craignant un contrôle, finit par le « licencier ».

Un visage parmi d'autres, pour rappeler que derrière les chiffres, il y a des hommes. Pour rappeler qu'une expulsion est un acte lourd de conséquences. Pour rappeler aussi qu'ils sont nombreux, ceux qui n'acceptent pas cette politique du chiffre fixant depuis 2003, pour la première fois dans l'histoire, des quotas annuels d'expulsions.
La solidarité, l'engagement et la détermination qui animent le comité de soutien pour Guilherme en sont la preuve. Leurs actions et leur pugnacité sont là pour rappeler la capacité d'indignation de chacun face à des situations insupportables, où l'injustice se mêle à l'arbitraire.
Ensemble, ils s'inscrivent dans la désobéissance civile pour dire non à ce qu'ils estiment être une violence faite à un homme. C'est le combat du légal face au juste, celui de citoyens face à un appareil d'État dont ils dénoncent l'acharnement à l'encontre de leur voisin ou de leur ami, dont le seul délit est de ne pas être né en France.

« Des chiffres, Un visage » met en images cette mobilisation citoyenne pour ne pas oublier l'urgence et la précarité de la situation. L'histoire de Guilherme et de son entourage n'est pas unique, elle est simplement le résultat d'une volonté politique à appliquer des directives toujours plus nombreuses et plus restrictives à l'égard de l'entrée et de la régularisation des étrangers sur le territoire. Un durcissement des lois justifié par un discours politique sécuritaire, qui, avec les ministres de l'Immigration successifs, Brice Hortefeux, Éric Besson et Claude Guéant sous la présidence de Nicolas Sarkozy, tend à rendre l'immigration responsable de l'insécurité et du chômage… alors même que le solde migratoire n'a quasiment pas bougé en dix ans, se situant aux alentours de 75 000 migrants par an.
La loi Besson, dernière en date votée le 11 mai 2011, prévoit entre autres l'allongement de la durée de la rétention de 32 à 45 jours, l'interdiction de retour sur le territoire français pour les expulsés, et le report de l'intervention du juge des libertés à cinq jours au lieu de deux, ainsi qu'un véritable durcissement du droit de séjour pour les étrangers malades.

Le CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) a été modifié cinq fois en sept ans.

À ce jour, Guilherme n'a toujours pas obtenu de papiers.

Bertrand Gaudillère

CÉDRIC GERBEHAYE

Agence VU

Lauréat des Bourses Fnac 2010

© Stephan Vanfleteren

The Land of Cush

Le Soudan, le plus vaste des États d'Afrique, vient de vivre une période cruciale. En janvier 2005, un accord de paix entre le Nord et le Sud-Soudan a mis fin à la plus longue guerre civile africaine, dont les pertes humaines sont estimées à 2 millions de personnes. « La marche finale vers la liberté », nom que l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), sudiste, a donné aux années de transition qui ont débouché sur le référendum pour l'autodétermination de janvier 2011, a permis au Sud de devenir maître, depuis le 9 juillet, jour de son indépendance, de 80 % des réserves de pétrole d'un Soudan qui reste l'un des pays les plus pauvres et les moins développés du monde.

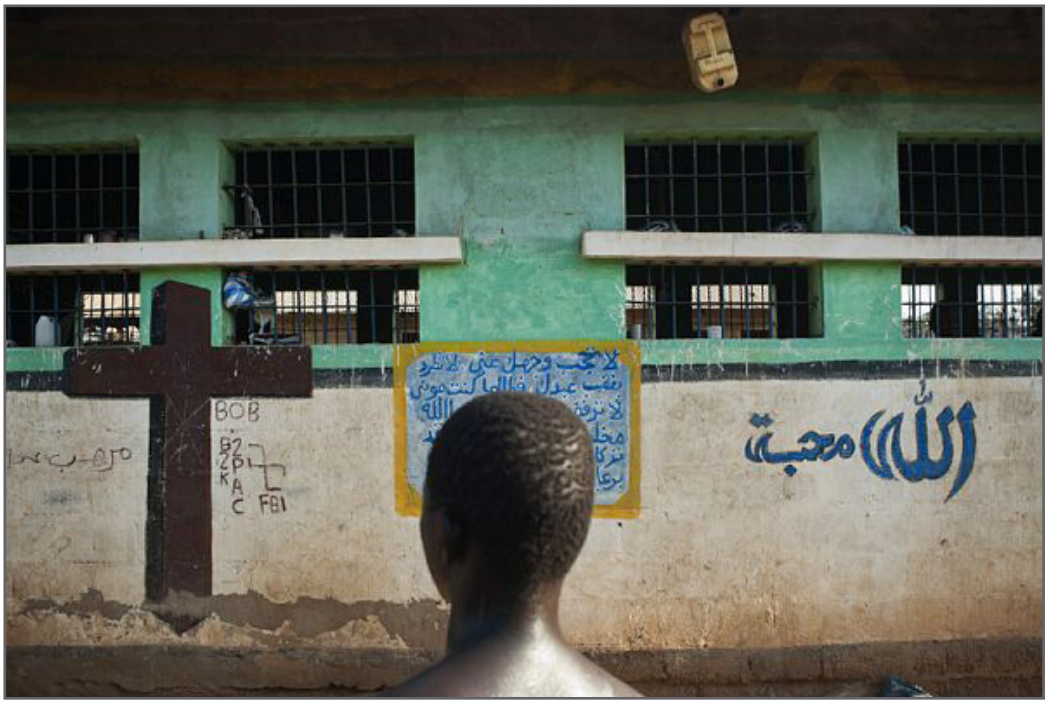
Malgré les doutes, les Sud-Soudanais ont pu voter comme convenu lors de ce référendum historique et se sont prononcés à 98 % en faveur de la séparation. Mais diverses factions rebelles locales ont surgi, la plupart dirigées par des officiers du SPLA, dont certaines ont même formé une coalition. L'indépendance est une chose, mais l'attrait du pouvoir ou l'appel à l'appartenance ethnique semblent plus importants.

La situation aujourd'hui reste similaire à celle des vingt-deux années de guerre civile : malnutrition chronique ; 75 % de la population n'a pas accès aux soins de santé primaires ; pas de routes, peu d'écoles, pas d'accès à l'eau et une insécurité grandissante. À cela s'ajoutent d'autres enjeux majeurs : la démarcation de la frontière, la répartition des terres agricoles et de la manne pétrolière, le partage des eaux du Nil. Autant de questions lourdes de menaces que brandit le gouvernement d'Omar el-Béchir.

En mai dernier, les forces armées du Nord ont pris le contrôle de la ville d'Abyei, en violation des accords de paix de 2005. Conséquence : de nombreux morts et des milliers de déplacés. C'est là, autour d'Abyei, que se cristallisent les tensions entre le Nord et le Sud. À la base, un désaccord sur l'accès au pâturage et à la rivière Kiir entre les Dinkas Ngok et les pasteurs « arabes » Misseriya qui doivent passer par la ville avec leur bétail. La prise d'Abyei ne fait que confirmer la crainte des autorités sudistes : les différentes rebellions dissidentes du SPLA tracent, à partir d'Abyei, un arc de cercle s'étendant jusqu'à la frontière éthiopienne, et isolent les régions pétrolières majeures du reste du Sud. Vu de Juba, la stratégie imputée au Nord est évidente…

Cédric Gerbehaye

Je tiens à remercier Magnum Foundation Emergency Fund, Le Figaro Magazine et Stern.



Prison centrale de Juba, vue de l'intérieur. Dans le cadre de ses efforts de renforcement des capacités au Sud-Soudan, la Mission des Nations unies au Soudan (MINUS) finance la rénovation de cette prison. © Cédric Gerbehaye / Agence VU / Lauréat des Bourses FNAC 2010

Camp de bergers de Bir-Diak. Clan Pakam (tribu Dinka), État des Lacs, Sud-Soudan. © Cédric Gerbehaye / Agence VU / Lauréat des Bourses FNAC 2010

YURI KOZYREV

NOOR
pour Time Magazine

© Mari Bastashevski

Les chemins de la révolution

La révolution du jasmin, le printemps arabe, la révolution Facebook – tous ces noms désignent le sirocco qui souffle fort sur le Maghreb et le Moyen-Orient.
Un grand nombre de reportages sur ce vent du changement mettent l'accent sur les points communs de la région : le jeune âge des révolutionnaires, leur utilisation intelligente des réseaux sociaux et le choix (pour la plupart) de la manifestation non violente en tant qu'outil politique.
Pendant que je sillonnais la région au printemps dernier, prenant des photos en Libye en passant par l'Égypte et jusqu'au Bahreïn, je me suis rendu compte qu'il existait des divergences entre les rebelles de Benghazi et les manifestants au Bahreïn ; les deux groupes luttaient contre la tyrannie mais leur approche et leurs attentes étaient différentes.
J'en ai conclu que chaque révolution devait être étudiée par rapport à son propre contexte, chacune ayant des répercussions bien distinctes. Les événements de chaque révolution se sont déroulés séparément, chacune ayant ses propres héros, ses propres crises et nécessitant donc sa propre manière de relater l'information.
Au final, il pourrait y avoir plus de différences que de similitudes entre ces révolutions.

Yuri Kozyrev

Je voudrais dédier cette exposition à la mémoire de Tim et Chris.
Remerciements spéciaux à : Kira Pollack et Patrick Witty / Time, Sonia Jeunet/ NOOR, Claudio Palmisano / 10B, et toute l'équipe de NOOR.

Exposition co-produite par le CCCB, Centre de Cultura Contemporánia de Barcelona et la Fondation Photographic Social Vision.

Des rebelles libyens hissent leur drapeau à un poste-frontière. Ras Lanouf, Libye, 8 mars 2011.
© Yuri Kozyrev / Noor pour Time Magazine

Roquettes Katioucha tirées par des rebelles libyens sur les forces du gouvernement se trouvant sur la ligne de front. Ras Lanouf, Libye, 9 mars 2011.
© Yuri Kozyrev / Noor pour Time Magazine

CATALINA MARTIN-CHICO

Cosmos

Lauréate 2011 du Visa d'or Humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) soutenue par la Fondation SANOFI ESPOIR

© Jérôme Bonnet

« Premier km² de liberté » : place du Changement, Sanaa, Yémen

« Martyr, ton sang n'a pas coulé en vain », chantent les révolutionnaires yéménites

Étudiants, chômeurs, laissés-pour-compte et déçus, ils sont tous là, en rangs serrés, sur le parvis de la nouvelle université de Sanaa, rebaptisé « place du Changement ». Ils n'en bougeront pas avant que le président Ali Abdallah Saleh, à la tête du Yémen depuis 33 ans, n'ait quitté le pouvoir. Des reliefs du nord aux vallées du sud, des côtes de la mer Rouge aux wadis de l'Hadramaout, plus une province du Yémen n'échappe désormais aux mobilisations de la jeunesse. Les « révolutionnaires » forment l'un des groupes les plus improbables qui soit. Le premier succès de la révolution est sans doute là. Les Yéménites s'observent et se parlent. Ils se découvrent. Les hommes des tribus échangent avec de jeunes étudiants en communication, des parlementaires socialistes débattent avec des musulmanes, des commerçants de la vielle ville écoutent des officiers des forces aériennes. Peu importe l'uniforme ou le titre. « Nous sommes tous les fils du Yémen ! », aiment à répéter les manifestants.

.../...

Les blessés arrivent en ambulance, à moto ou en voiture. Plusieurs fois par semaine, les blessés et les morts affluent dans cette mosquée convertie en dispensaire, sur la place du Changement. © Catalina Martin-Chico / Cosmos / Lauréate 2011 du Visa d'or Humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) soutenu par la Fondation SANOFI ESPOIR

Les ambulances prennent de gros risques et peuvent être victimes de balles perdues destinées aux opposants au cours des affrontements. © Catalina Martin-Chico / Cosmos / Lauréate 2011 du Visa d'or Humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) soutenu par la Fondation SANOFI ESPOIR

Au fur et à mesure que le camp du changement s'élargissait, le parti présidentiel connaissait une érosion spectaculaire. Diplomates, ministres, députés, gouverneurs, officiers, cheiks… Ils sont nombreux, ces fidèles partisans d'Ali Abdallah Saleh, à s'être ralliés au mot d'ordre principal des manifestants : le président doit partir et le régime doit tomber. Place du Changement à Sanaa, ou place de la Liberté à Taez, ces milliers de citoyens ont fait le choix d'une méthode de lutte : le pacifisme. La voici, l'autre originalité de cette « révolution » : elle se fait sans armes. Dans un pays où circulent plus de cinquante millions d'armes à feu, et malgré les nombreux contrôles militaires qui filtrent les accès à la capitale, il n'est pas très compliqué de se procurer un AK-47 ou un lance-roquettes. Mais les opposants ont découvert qu'il était possible de revendiquer sans violence, simplement par des mots et une présence. La confrontation armée entre le président Saleh et le clan de la tribu Al-Ahmar, dans le nord de la capitale, a pourtant menacé de faire glisser la « révolution » vers une guerre civile. Les manifestants ont aussi essuyé les tirs aveugles de snipers embusqués sur les toits, les gaz lacrymogènes et les coups de matraque assénés par les forces de la sécurité centrale. Mais, pacifiques jusqu'au bout, eux n'ont pas tiré une seule balle. Alors que le président Saleh est toujours hospitalisé en Arabie Saoudite, les « révolutionnaires » tentent de provoquer un transfert progressif, et pacifique, du pouvoir. Ils réclament aussi la consolidation d'un régime parlementaire. Ce nouveau Yémen qu'ils appellent de leurs vœux devra s'attaquer à la corruption et à l'injustice. Le temps de consacrer un succès qu'ils estiment inéluctable, ils repartiront dans les rues. Ils savent pourtant que les services de sécurité les y attendent. Alors ils chanteront : *« Martyr, ton sang n'a pas coulé en vain. »*

François-Xavier Trégan,
le 3 juillet 2011.

Ce travail n'aurait pu s'effectuer sans l'aide des commandes du Monde Magazine et du magazine ELLE.

VISA D'OR HUMANITAIRE DU CICR
Unanimité pour la photographe
CATALINA MARTIN-CHICO

CICR / Paris : Le Jury de la première édition du Visa d'or Humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a décerné, le 21 juin 2011, à l'unanimité, le prix à Catalina Martin-Chico pour son photoreportage « La révolution yéménite ».

Le président du Jury, Jean-Christophe Rufin de l'Académie française, a résumé ce choix par ces mots : « Outre ses qualités esthétiques et sa force émotionnelle, le travail de Catalina Martin-Chico rend compte, conformément au cahier des charges du prix, non seulement de la souffrance des populations, mais également du professionnalisme et du courage des personnels de secours. »

Diplômée de l'International Center of Photography de New-York, Catalina Martin-Chico a effectué depuis 2009 de nombreux reportages au Yémen.

Le Visa d'or Humanitaire du CICR sera remis officiellement à Catalina Martin-Chico le 1er septembre à Perpignan, lors du 23e Festival international du photojournalisme, Visa pour l'Image.

Pour mémoire, cette récompense, dotée de 8 000 euros grâce à la Fondation SANOFI ESPOIR, fondation engagée dans le soutien aux actions visant à apporter une continuité des soins aux populations blessées ou déplacées, prime le photoreportage qui aura su :

- témoigner de la difficulté pour les personnels sanitaires à accéder aux victimes des conflits armés et autres situations de violence, et plus généralement traiter de la mission médicale en temps de guerre ;
- privilégier les conflits dits oubliés, ne trouvant pas ou peu de couverture médiatique ;
- illustrer l'un des principes fondamentaux de l'action et du droit international humanitaires : le principe d'Humanité visant à la protection et à l'assistance, en toute circonstance, des personnes ne participant plus ou pas aux combats.

Le Jury de cette première édition réunissait 5 médias (*New York Times, Paris Match, Le Figaro magazine, Géo, La Croix*), la Fondation SANOFI ESPOIR et le CICR.

Frédéric Joli
Porte-parole du CICR en France
http://cicr.blog.lemonde.fr

COMITÉ INTERNATIONAL GENÈVE
CICR

FONDATION SANOFI ESPOIR

notes

FERNANDO MOLERES

Panos / laif

L'incarcération des jeunes en Afrique

Il y a quelques années, nous avons pu découvrir à Visa pour l'Image le travail monumental de la photographe Lizzie Sadin sur les jeunes en conflit avec la loi : près d'un million dans le monde. Le public, déjà secoué par la situation des détenus mineurs dans les prisons aux États-Unis, en Russie et en Israël, terminait l'exposition choqué par les conditions d'emprisonnement à Madagascar.
Son travail m'a beaucoup marqué et j'ai commencé à faire des recherches sur la situation des jeunes dans les prisons africaines. S'il y avait des informations écrites, il n'existait, par contre, que très peu de témoignages photographiques.
Rompre le silence autour de ces mineurs emprisonnés à travers un reportage pertinent : c'est ce que j'ai tenté de faire avec ces photographies de jeunes dans les prisons de Sierra Leone et du Soudan.

.../...

Prison centrale de Pademba, Freetown. Douche à l'eau de pluie. La saison des pluies est la meilleure saison pour les détenus qui peuvent ainsi se laver. L'eau est un vrai problème dans les prisons au Sierra Leone : il n'y a pas d'eau courante et parfois pas d'eau potable, sauf lorsque celle-ci est monnayée (1 000 leones ou 25 cents US le seau).
© Fernando Moleres / Panos / laif

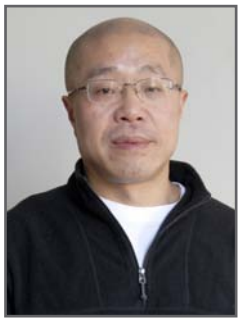
Freetown. Les détenus jouent souvent aux dames ; certains parient, entraînant dans de nombreux cas des disputes et des bagarres. © Fernando Moleres / Panos / laif

Dès le début de ce projet, j'ai pris contact avec des organisations travaillant en relation avec les prisons : je n'ai reçu que des réponses évasives, négatives, ou tout simplement des silences. Le bureau de presse d'Amnesty International Espagne n'avait pas d'informations sur les mineurs dans les prisons africaines.
J'étais à Visa pour l'Image lorsque j'ai obtenu la bourse photographique Revela pour réaliser le projet sur les jeunes détenus en Afrique. Au début, cette nouvelle ne m'a pas vraiment réjoui : je n'étais pas sûr de pouvoir mener à bien ce travail et ne savais pas par où commencer. Après des mois de recherches, la photographe Glenna Gordon m'a mis en contact avec une université qui était en train de faire une étude sur le système judiciaire et pénitentiaire en Sierra Leone.
Mon arrivée dans la prison centrale de Freetown a été dure, j'avais peur : un Blanc avec un appareil photo seul face à 1 300 détenus vivant dans des conditions terribles, et des gardiens peu nombreux et désarmés. La plupart des détenus sont là depuis très longtemps, dans l'attente de leur jugement. Les peines imposées sont terribles et l'absence d'assistance judiciaire les jette dans cet enfer pendant des années. Les mesures d'hygiène sont inexistantes, la nourriture et l'eau sont rares. La lutte permanente pour la survie provoque tensions et violences. Comme si cela ne suffisait pas, les jeunes sont victimes de la violence exercée par les détenus adultes. Steven Lebbie a été emprisonné en 2009, accusé d'avoir volé deux brebis. En février 2010, je l'ai photographié, le regard perdu. Deux mois plus tard, il est mort d'une infection, en prison. Il avait 17 ans. Il n'avait jamais reçu de visites.
Au fur et à mesure, j'ai gagné la confiance des détenus grâce à mon ancien travail d'infirmier ; ils m'expliquaient de quoi ils souffraient et j'essayais de les aider en faisant rentrer des médicaments. Je prenais des photos de leurs symptômes que j'apportais ensuite aux pharmacies pour connaître le diagnostic et le traitement adéquat. Je dois dire qu'aucune des ONG que j'ai contactées n'a proposé de médicaments ou une quelconque aide pour ces personnes en situation de détresse.
La troisième fois que je suis allé à Freetown, j'étais accompagné du journaliste John Carlin, envoyé par *El País Semanal* pour réaliser un reportage. Nous avons eu la chance d'arriver au moment du jugement d'Abdul Sesay. Deux conditions étaient nécessaires à sa libération : deux personnes se portant garantes, et payer une caution de 60 euros. Au bout de quelques heures, Abdul était libre. Il a ainsi pu éviter de passer trois ans en prison. Abdul était jeune et, quelques mois auparavant, je l'avais rencontré dans l'unité des détenus préventifs, la plus dure. Ce jour-là, il n'avait ni mangé ni bu d'eau, trop faible pour lutter pour une ration de riz.
À partir de la publication du reportage dans *El País,* la petite ONG *Free Minor Africa* m'a contacté et nous sommes en train de chercher des fonds pour aider ces mineurs emprisonnés.

Fernando Moleres

LU NAN

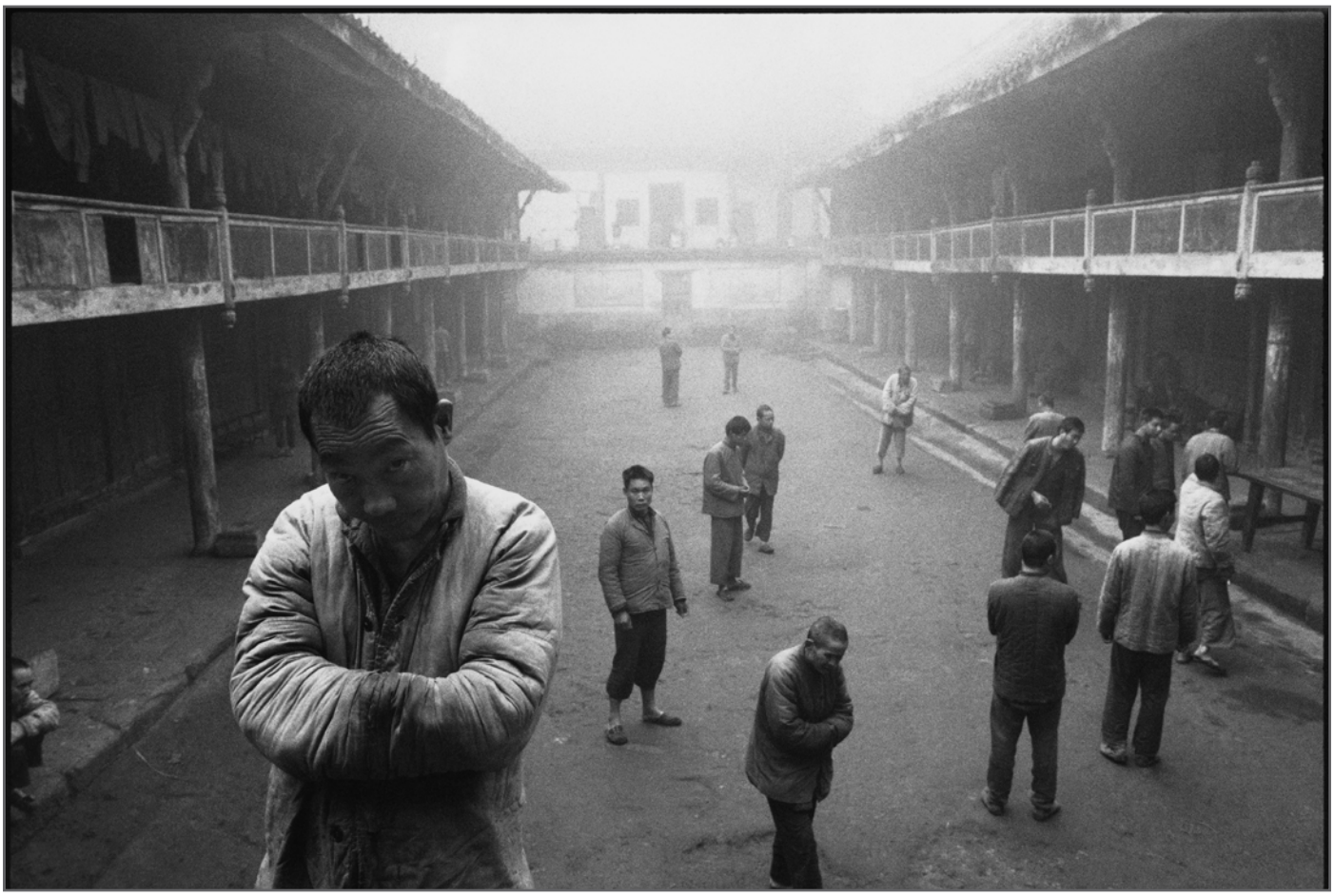
Magnum Photos



Les oubliés - État des services de psychiatrie chinois

En 1989 et 1990, Lu Nan s'est rendu en Chine, dans dix provinces différentes, et a rencontré 14 000 patients atteints de maladie mentale dans 38 hôpitaux. Il a visité les foyers de plus de 100 personnes souffrant de troubles psychiatriques et en a vu d'autres qui étaient sans abri. À l'époque, plus de dix millions de personnes en Chine souffraient de troubles mentaux aigus – elles étaient souvent abandonnées ou oubliées, leurs familles figurant parmi les plus pauvres du pays, souvent endettées ou ruinées, et leur détresse souvent ignorée du grand public.
Voici l'histoire de ces personnes souffrant de maladies mentales : comment elles survivent, avec leur famille, ou seules dans la rue.

Hôpital psychiatrique. Beijing, Chine, 1989.
© Lu Nan / Magnum Photos



Hôpital psychiatrique. Sichuan, Chine, 1990.
© Lu Nan / Magnum Photos

ED OU

Reportage by Getty Images pour The New York Times

Prix du Jeune Reporter de la ville de Perpignan 2011

PERPIGNAN
mairie-perpignan.fr
la catalane

Enfants des hommes

Awil Salah Osman sillonne les rues détruites de Mogadiscio. Des loques pour tout vêtement, maigre et les yeux pleins d'un besoin d'attention et d'affection, rien ne le distingue des autres garçons de son âge, si ce n'est deux choses : il porte une kalachnikov et travaille pour un militaire qui reçoit armes et argent des États-Unis.
« Toi ! » hurle-t-il, son visage angélique soudainement défiguré par la colère. Au conducteur qui tentait de franchir discrètement son point de contrôle, Awil lance : « Tu sais bien ce que je fais ici ! » Il brandit son arme et lui ordonne de s'arrêter. Le conducteur ne se le fait pas dire deux fois. En Somalie, la vie ne vaut pas cher, et rien ne sert de tenter le diable face à un enfant armé de 12 ans.
Que les insurgés islamistes enlèvent les jeunes des terrains de foot pour les envoyer sur les champs de bataille n'a rien de nouveau, mais le cas d'Awil est différent. Il travaille pour le Gouvernement fédéral de transition, composante essentielle de la stratégie anti-terroriste des États-Unis dans la Corne de l'Afrique.
Selon les organisations de défense des droits de l'homme et les représentants des Nations unies, le gouvernement somalien aurait enrôlé des centaines d'enfants, si ce n'est plus. Certains n'ont guère plus de 9 ans.
Si le recours aux enfants-soldats existe de par le monde entier, le gouvernement somalien serait néanmoins l'un des « contrevenants les plus constants » et se situerait au même niveau que des groupes rebelles tristement célèbres tels que l'Armée de résistance du Seigneur.
Certains représentants somaliens reconnaissent leur échec. D'autres soulignent la participation du gouvernement américain au financement de ces enfants-soldats. Cette allégation, confirmée par des représentants américains, soulève la question de la participation du contribuable américain à un tel système.
Si les Nations unies ont proposé des solutions spécifiques de démobilisation des enfants-soldats, le gouvernement somalien n'a pas donné suite, paralysé par des luttes intestines.
Les représentants américains se disent inquiets et encouragent leurs homologues somaliens à faire preuve de plus de prudence, mais ils n'ont aucune solution pour éviter que les États-Unis financent une telle aberration.
Selon l'Unicef, les États-Unis et la Somalie sont les deux seuls pays à ne pas avoir encore ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant. Les États-Unis ont néanmoins ratifié le protocole optionnel de ladite convention, qui vise à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants-soldats.
D'aucuns trouvent cet état de fait inacceptable, qu'il s'agisse des organisations de défense des droits de l'homme ou encore du président Obama, qui, à l'époque de sa campagne électorale, n'a pas nié l'embarras dans lequel cette situation mettait son pays.

.../...

Mogadiscio, 24 avril 2010. Mohamed Adan Ugas (12 ans, à gauche) et Ahmed Hassan (15 ans), enrôlés dans les forces du Gouvernement fédéral de transition, montent la garde à un poste de contrôle près de l'aéroport. Ahmed déclare avoir été envoyé en Ouganda à l'âge de 12 ans pour y être formé. Il s'est fait tirer dessus par le groupe d'insurgés le plus puissant, Al-Shabab.
© Ed Ou / Reportage by Getty Images pour The New York Times / Prix du Jeune Reporter de la ville de Perpignan 2011

ED OU

Reportage by Getty Images pour The New York Times

Prix du Jeune Reporter de la ville de Perpignan 2011

.../... De part et d'autre de ce no man's land, l'on voit poindre de petites têtes aux visages imberbes derrière des pièces d'artillerie lourde. Assis dans un bâtiment éventré, ils chargent des munitions plus grandes que leurs mains. Dans les quartiers près de la côte, ils contrôlent le passage des véhicules aux check-points, même s'ils parviennent tout juste à voir par-dessus le capot.

Awil peine à porter son fusil, qui pèse quelque 5 kilos. Il le change constamment d'épaule. Il reçoit parfois l'assistance de son ami Ahmed Hassan, un adolescent de 15 ans qui dit avoir été envoyé en Ouganda pour deux ans de formation militaire. Sans pouvoir confirmer ses dires, il est vrai cependant que des conseillers militaires américains participent à la surveillance de formations militaires somaliennes en Ouganda.

« J'ai appris à tuer avec un couteau », explique Ahmed plein d'entrain. Sa génération n'a pas eu le choix. Après l'effondrement du gouvernement en 1991, elle s'est retrouvée à la rue. Physiquement faibles à force de famines, et psychologiquement blessés par les horreurs qu'ils ont vues, la plupart d'entre eux ne sont jamais allés à l'école, ni même jouer dans un parc.

« Ce que j'aime ? » demande Awil. « J'aime mon arme. »

Endurci par la guerre, comme tant d'autres, Awil aime fumer et mâche du qat, cette feuille qui lui permet de s'évader un peu de la dure réalité.

Abandonné par ses parents qui ont fui au Yémen, il a rejoint la milice alors qu'il n'avait que 7 ans. Il vit désormais avec d'autres soldats dans une maison jonchée de paquets de cigarettes et de vêtements sales. Les certificats de naissance sont choses rares ici, et Awil ne sait pas exactement quel âge il a, même si son commandant l'estime à environ 12 ans.

À chaque repas, Awil se goinfre, ne sachant pas quand il pourra manger à nouveau. Son salaire est de 1,50 dollar par jour, mais il ne reçoit cette somme que de temps à autre. Il dort sur un matelas couvert de mouches, qu'il partage avec Ali Deeq, 10 ans, et Abdulaziz, 13 ans.

« Il devrait être à l'école, mais il n'y en a pas », dit son commandant, Abdisalam Abdillahi.

D'après Ali Sheikh Yassin, vice-président du centre Elman pour la paix et les droits de l'homme à Mogadiscio, environ 20 % des troupes gouvernementales (environ 5 à 10 000 hommes au total) sont des enfants, contre 80 % du côté des insurgés. La principale faction rebelle, aujourd'hui proche d'Al-Qaida, se nomme Al-Shabab, c'est-à-dire « jeunesse » en arabe. Selon M. Ali : « Rien de plus simple que de leur laver le cerveau. Et nul besoin de les payer. »

Awil veut de l'action. Son commandant dit qu'il a déjà eu l'occasion de prouver son mérite en se battant contre les insurgés d'Al-Shabab qui le rackettaient au marché.

« C'est pour ça que j'ai voulu rejoindre le Gouvernement fédéral de transition, dit-il. Avec eux, je me sens entre frères. »

Jeffrey Gettleman

Mogadiscio, Somalie, 4 janvier 2010. Sur la ligne de front, un soldat de 14 ans défend le Gouvernement fédéral de transition contre les insurgés d'Al-Shabab vers le carrefour K4.
© Ed Ou / Reportage by Getty Images pour The New York Times / Prix du Jeune Reporter de la ville de Perpignan 2011

Le Caire, dans la nuit du 5 au 6 février 2011. Pour empêcher les chars d'avancer, les insurgés s'installent entre leurs chenilles. Leur détermination est à son comble. L'héroïsme devient un acte ordinaire. L'armée tente en vain d'évacuer la « place de la révolution ».
© Alain Buu / Orizon pour Paris Match

Ras Lanouf, 9 mars 2011. Des combattants anti-Kadhafi tirent au lance-roquettes sur les forces régulières. Ils ont de plus en plus de mal à résister à la pression de l'armée qui est, en plus, assistée par des mercenaires d'Afrique noire. Hier, en fin d'après-midi, écrasés par les tirs d'artillerie et de chars, ils ont commencé à se replier dans le désert.
© Kuni Takahashi / Polaris / Starface pour Paris Match

PARIS MATCH

Le printemps arabe

Paris Match est d'abord un magazine d'actualité. Il le prouve une nouvelle fois avec cette rétrospective, presque au jour le jour, des révoltes qui ont enflammé la Tunisie, l'Égypte et la Libye.

Pour couvrir ces événements exceptionnels qui se sont enchaînés avec une rapidité inouïe, nous avons déployé les grands moyens : 24 photographes ont travaillé sans relâche depuis la mi-décembre 2010, quand l'immolation par le feu d'un jeune « diplômé-chômeur » tunisien a mis le feu aux poudres. Au total, *Match* a publié plus de 150 pages de reportages photo sur le « printemps arabe ». La « révolution du Nil » a fait la couverture, et 10 titres de une ont été consacrés à ces soulèvements populaires qui bouleversent la vie de dizaines de millions de personnes.

À l'heure de la mondialisation, *Paris Match* réaffirme son intérêt historique pour l'international. Et sa vocation essentielle à produire des images fortes, vraies. Sans fard ni concession. Cette exposition vous embarque sur le terrain. En première ligne. Au plus près de l'action. Comme si vous y étiez. Avec les manifestants tunisiens matraqués par les nervis du régime, vous vivez, la peur au ventre, les dernières heures de la dictature de Ben Ali. Sur la place Tahrir du Caire, désormais un symbole pour tout le monde arabe, vous campez pendant deux semaines, et soudain vous éclatez de joie quand le vieux raïs consent enfin à lâcher le pouvoir.

En Libye, à Misrata, l'un de nos collaborateurs, l'Américain Chris Hondros, a payé de sa vie cette quête de la réalité, du moment qui parle, qui informe. Comme au Vietnam dans les années 1970, en Amérique centrale dans les années 1980, en ex-Yougoslavie dans les années 1990, les photographes ont risqué leur peau pour témoigner. Débusquer les snipers tapis sur les toits, protéger ses boîtiers, changer d'hôtel chaque soir pour ne pas être repéré par d'éventuels preneurs d'otages, tenter, surtout, d'échapper aux armes lourdes, c'est toute une stratégie de survie. Personne n'en ressort indemne. Même si la liesse des foules populaires qui accompagne le départ des tyrans vous met du baume au cœur.

Alors que tous les événements mondiaux sont couverts par des millions de smartphones, le printemps arabe a confirmé l'émergence d'une nouvelle génération de photographes. Dans la grande tradition du photojournalisme. Convertis depuis longtemps au numérique, nos reporters sont néanmoins des vrais pros. Les plus vieux ont « fait leurs classes » au Nicaragua et en Bosnie, les plus jeunes en Irak et en Afghanistan ; tous savent conjuguer technique et témérité. C'est la formule magique de cette épopée en images à laquelle nous vous invitons.

Olivier Royant
Directeur de la rédaction de Paris Match

Bande de Gaza.
11 décembre, 2009.
© Frédéric Sautereau / La Croix / Visa d'or de la Presse Quotidienne 2010

PRESSE QUOTIDIENNE

Depuis 1990, Visa pour l'Image donne rendez-vous aux quotidiens internationaux. Ceux qui chaque jour nous informent, exposent l'actualité de l'année écoulée. En 2011, 28 titres présentent leurs reportages. L'un de ces quotidiens sera récompensé par le «Visa d'or» Arthus-Bertrand - catégorie presse quotidienne - lors de la soirée du 1er septembre 2011.

20 Minutes - *France*	Alexandre Gelebart, Mikaël Libert, Sébastien Ortola, Gilles Varela
Aftonbladet - *Suède*	Magnus Wennman
Algemeen Dagblad - *Pays-Bas*	Marco Okhuizen
Berlingske Tidende - *Danemark*	Mads Nissen
De Standaard - *Belgique*	Gaël Turine
Diari de Terrassa - *Espagne*	Cristobal Castro
Ekstra Bladet - *Danemark*	Klaus Bo Christensen
El Periodico de Catalunya - *Espagne*	Danny Caminal
El Periodico de Guatemala - *Guatemala*	Javier Arcenillas
Financial Times - *Grande-Bretagne*	Charlie Bibby
Gazeta Wyborcza - *Pologne*	Filip Klimaszewski
Haaretz - *Israël*	David Bachar, Daniel Bar-On, Tal Cohen, Yaron Kaminski, Emil Salman
International Herald Tribune - *USA*	Shiho Fukada
L'Indépendant - *France*	Claude Boyer, Thierry Grillet, Harry Jordan, Philippe Leblanc, Philippe Rouah
L'Orient le Jour - *Liban*	Michel Sayegh
La Tribune de Genève - *Suisse*	Olivier Vogelsang
Le Monde - *France*	Karim Ben Khelifa
Le Parisien / Aujourd'hui en France - *France*	Olivier Corsan, Philippe De Poulpiquet, Frédéric Dugit, Olivier Lejeune, Jean-Baptiste Quentin
Les Echos - *France*	Antoine Doyen, Alex Kraus, Bruno Levy
Midi Libre - *France*	Dominique Quet
NRC Handelsblad - *Pays-Bas*	Dirk-Jan Visser
Ouest France - *France*	Thomas Brégardis, Franck Dubray, Stéphane Geufroi, Joël Le Gail, Marc Ollivier
Politiken - *Danemark*	Jacob Ehrbahn
San Francisco Chronicle - *USA*	Mike Kepka
The Daily Mail - *Grande-Bretagne*	Andy Hooper, Mark Large, David Parker
The Denver Post - *USA*	Joe Amon
The Guardian - *Grande-Bretagne*	Dan Chung, Tom Jenkins, David Levene, Sean Smith
The New York Times - *USA*	Tyler Hicks

ISSOUF SANOGO

Agence France-Presse

Côte d'Ivoire

Depuis le coup d'État militaire du général Robert Gueï en 1999, la Côte d'Ivoire alterne entre coups d'État, élections et cessez-le-feu. Issouf Sanogo en est l'un des témoins depuis plus de dix ans.
La Côte d'Ivoire faisait figure d'exemple en matière de démocratie et de stabilité économique. Mais en 2000, lors des élections officialisant la prise de pouvoir de Robert Gueï, le pays n'est pas épargné et tombe dans la dérive comme ses voisins africains. La rébellion sanglante démarre réellement en 2002, suite à l'élection de Laurent Gbagbo. Les rebelles ne reconnaissent pas ce nouveau dirigeant et prennent la ville de Bouaké au centre du pays au mois de septembre. Laurent Gbagbo appelle les hommes en âge à se rallier à son armée. Les rebelles ne parviennent pas à prendre le contrôle de tout le pays et les accords de Marcoussis sont signés en janvier 2003. Laurent Gbagbo se maintient au pouvoir et des postes ministériels sont attribués à certains de ses opposants. Les partisans de Gbagbo n'acceptent pas ce pacte et attaquent les forces militaires françaises postées à Abidjan. Les Nations unies envoient des casques bleus pour sécuriser l'ouest du pays où les affrontements restent encore violents.

.../...

Soubré, Côte d'Ivoire, centre-ouest. 24 novembre 2010. Chefs traditionnels affichant leur soutien au candidat Alassane Ouattara pour le second tour des élections. © Issouf Sanogo / Agence France-Presse

Quartier d'Abobo, Abidjan, Côte d'Ivoire. 19 février 2011. Convoi de casques bleus devant une manifestation pro-Ouattara. À l'arrière-plan, la fumée de pneus incendiés. Les forces de sécurité fidèles à Laurent Gbagbo avaient tiré au gaz lacrymogène sur les manifestants. Les élections du 28 novembre, remportées par Ouattara, avaient entraîné le pays dans une véritable crise politique et économique.
© Issouf Sanogo / Agence France-Presse

Ces accords ne suffisent pas et la santé économique du pays est mise à mal. Début 2008, les jeunes et de nombreuses femmes manifestent contre « la vie chère » et la hausse des prix.
2008 est aussi une année charnière. Laurent Gbagbo annonce enfin des élections, promises lors des accords de paix de Ouagadougou en 2007, et organise un processus d'identification des électeurs. Nombre d'Ivoiriens sont dépourvus de papiers d'identité. Mais les agents chargés de ce recensement se mettent en grève, le processus ralentit et les lieux d'identification ne sont pas sécurisés pour les civils. Les rebelles demandent au gouvernement de reporter les élections.
Elles ont enfin lieu à l'automne 2010. Après onze années de crise politico-militaire, les Ivoiriens se rendent aux urnes dans le calme lors du premier tour. Le second tour opposera Alassane Ouattara, représentant des ex-rebelles, et Laurent Gbagbo, président sortant. Gbagbo est proclamé vainqueur de la présidentielle par le Conseil constitutionnel alors que la Commission électorale indépendante crédite Ouattara d'une large victoire. L'ONU et de nombreux autres pays reconnaissent Ouattara comme le président élu et appellent Gbagbo à s'incliner. Ce dernier résiste et des violences postélectorales s'ensuivent. Malgré les tentatives de médiation de dirigeants africains, la crise persiste et s'enlise, poussant de nombreux Ivoiriens à quitter leur pays. L'opération de l'ONU ne parvient pas davantage à maintenir le calme.
La crise va durer jusqu'au 11 avril 2011 lors de l'arrestation de Laurent Gbagbo, suivie de la prise de pouvoir officielle d'Alassane Ouattara. Le 21 mai 2011, Alassane Ouattara est investi président de la Côte d'Ivoire lors d'une cérémonie officielle.

SHAUL SCHWARZ

Reportage by Getty Images

La culture narco

« Qu'on se le dise, les héros d'aujourd'hui, ce ne sont pas les avocats ou les politiciens, ce sont ceux qui font circuler l'argent », explique Joel Vasquez, imprésario, devant un club narcocorrido de Los Angeles. La plupart du temps, la musique narcocorrido consiste en des ballades construites autour d'un événement précis qui permettent de chanter à la gloire des barons de la drogue, de louer le doux mélange de luxe et de violence qui compose leur mode de vie. Narcocorridos et films narcos sont de plus en plus populaires, non seulement au sud de la frontière, mais aussi parmi les 30 millions de Latinos vivant aux États-Unis. L'émergence de plusieurs dizaines de clubs narcocorridos est l'une des nombreuses manifestations d'une culture dite narco qui se propage à travers les États-Unis. « C'est l'expression d'un mode de vie qui s'oppose à la société, explique Joel. Le marché n'a jamais été aussi porteur. Nous pourrions avoir le même succès que le mouvement hip-hop à son époque. »
Les conséquences de cette guerre de la drogue ne se limitent pas aux 35 000 morts qu'elle compte à son actif. Des cultes de la mort à Mexico jusqu'à la frontière toujours fluctuante avec les États-Unis, ce sont des millions de vies à avoir été changées. Derrière les sombres statistiques que l'on ressasse ad nauseam, se cache une réalité sociale bien plus vaste, née du trafic de drogue.
Une exposition qui porte non seulement sur les rudes conditions de vie dans les villes frontalières, mais aussi et surtout sur cette culture désormais partagée par des millions de Mexicains et Latino-Américains impliqués dans ou affectés par le trafic de drogue, et sur l'attrait du « luxe narco » dans ces régions où les trafiquants représentent l'unique modèle de réussite et de succès. De l'appât du gain, de la drogue et de la violence est née une nouvelle culture : *la culture narco*.

Shaul Schwarz

Exposition co-produite par le CCCB, Centre de Cultura Contemporánia de Barcelona et la Fondation Photographic Social Vision.

Construction de tombes monumentales au cimetière Jardines del Humaya. Parce que les assassinats sont fréquents dans cette guerre de la drogue, la construction de sépultures de narcos est devenue une véritable industrie. Érigés en commémoration des victimes de cette guerre, les mausolées narcos rivalisent de richesse. Culiacan, dans l'État du Sinaloa, Mexique, 5 juillet 2009.
© Shaul Schwarz / Reportage by Getty Images

Agent de sécurité près de la scène d'El Rodeo, l'une des nombreuses boîtes de nuit narcocorridos qui désormais abondent à Los Angeles et le long de la côte ouest. Pico Rivera, 9 avril 2010.
© Shaul Schwarz / Reportage by Getty Images

JOÃO SILVA

The New York Times

© Jérôme Delay / AP

Afghanistan

L'histoire enseigne à qui veut l'entendre qu'une guerre menée par une force étrangère en Afghanistan est perdue d'avance. Il n'est donc pas surprenant que l'expression galvaudée « le cimetière des empires » soit souvent utilisée pour décrire ce pays. Rudyard Kipling a écrit, en référence au désastre de la seconde guerre anglo-afghane, les vers suivants :

Quand tu es blessé et abandonné dans les plaines d'Afghanistan,
Et que les femmes sortent couper ce qui reste,
Roule vers ton fusil et fais-toi éclater la cervelle,
Et va retrouver ton dieu comme un soldat.

La première fois que je me suis rendu en Afghanistan, c'était à l'automne 1994, lorsque la guerre civile faisait rage entre les différents groupes de moudjahidine après le retrait des troupes soviétiques cinq ans plus tôt. Le monde dans lequel j'ai débarqué pendant ma mission a tout de suite captivé mon imagination. C'est toujours le cas aujourd'hui.

À l'époque, la capitale, Kaboul, était divisée en plusieurs fiefs contrôlés par des seigneurs de la guerre ; les moudjahidine à leur solde, armés jusqu'aux dents, transformaient la ville en un champ de ruines. Des milliers de civils fuyaient grossir les rangs des camps de réfugiés au Pakistan voisin ; ceux qui ne pouvaient fuir ou qui choisissaient de rester devaient endurer les bombardements quotidiens, les violations de leurs droits et la faim.

En photographiant les horreurs de cette guerre, je pensais, naïf comme j'étais, que je comprenais ce que voulait dire Kipling. Ce n'était pas le cas.

Une fois ma mission terminée, j'ai quitté l'Afghanistan pour partir photographier d'autres guerres, d'autres vies, ailleurs, en Afrique. Je ne suis revenu qu'en 1999 ; j'étais alors en mission pour le New York Times.

Pendant les cinq années qui s'étaient écoulées entre mes deux voyages, beaucoup de choses avaient changé en Afghanistan, sauf la guerre, qui demeurait une constante dans ce pays. Le gouvernement oppressif des talibans contrôlait une grande partie du pays : une main de fer dans un gant de rhétorique islamiste.

Au nord du pays, Ahmed Shah Massoud, chef militaire et charismatique, surnommé à l'époque le « Lion du Panshir » en référence à son rôle dans l'expulsion des forces soviétiques hors d'Afghanistan, défendait son territoire dans la vallée du Panshir.

C'était fascinant, un réel bonheur, de photographier Massoud, tant l'homme faisait abstraction de l'appareil, le rendant invisible mais ne s'opposant jamais à sa présence. J'ai photographié ses réunions de stratégie et les temps de prière. J'ai réussi à prendre des images de Massoud donnant des ordres à ses hommes en suivant la bataille d'artillerie en question derrière une grosse paire de jumelles.

.../...

Attaque au mortier. Fidèles du commandant Ahmah Shah Massoud, chef des forces anti-talibans, à couvert lors d'un affrontement dans le village afghan de Kahrizak. 10 septembre 1999.
© Joao Silva / The New York Times

JOÃO SILVA

The New York Times

.../... Les forces de Massoud avançaient doucement vers Kaboul, échangeant coups de feu et tirs de roquette avec leurs ennemis mortels.

Lorsque les forces des moudjahidine ont resserré leur étau autour de la capitale, les petits villages se sont retrouvés en première ligne et leurs habitants ont dû, une fois encore, quitter leurs maisons de peur d'être tués. La plaine fertile de Shomali, encadrée par les montagnes majestueuses et enneigées au loin, est devenue un no man's land. Toute force essayant de traverser le plateau découvert s'exposait aux tirs ennemis.

Cette guerre méconnue a fait la une des journaux du monde entier après l'attentat terroriste visant le World Trade Center à New York, le 11 septembre 2001. Il était évident que l'Afghanistan serait à nouveau envahi par une force étrangère et que les médias du monde entier allaient se ruer aux frontières du pays.

À la fin de l'année 2001, des centaines de journalistes se sont rendus à l'est de l'Afghanistan, où des colonnes de fumée s'élevaient après le bombardement, par des centaines d'avions militaires américains, des positions talibanes au sommet de la montagne surplombant Tora Bora. Quelque part dans ces grottes se terrait Oussama Ben Laden.

L'accès à la montagne était contrôlé par les moudjahidine, désormais alliés des États-Unis, qui réussissaient à garder la horde de journalistes à l'écart. Nous étions néanmoins quelques-uns autorisés à s'aventurer dans des endroits bien précis de la montagne afin de photographier des arbres meurtris par la guerre, des cadavres et des grottes vides. Il n'y avait pas beaucoup plus à photographier, et certainement pas Ben Laden, la photo en or que nous cherchions tous à faire.

La guerre en Irak m'a éloigné de l'Afghanistan, et ce jusqu'en 2006, lorsque les Talibans ont à nouveau revendiqué leur présence et que les activités cinétiques de la guerre semblaient se multiplier dans les deux pays. J'ai fait l'aller-retour entre l'Irak et l'Afghanistan jusqu'en 2010, puis j'ai décidé de me consacrer exclusivement à ce dernier, la situation en Irak s'étant calmée.

Mon retour s'est interrompu temporairement le 23 octobre 2010 au matin. La journée avait commencé normalement ; j'ai fumé une ou deux cigarettes pendant le briefing de la section 41 D avec laquelle je partais en patrouille dans le district d'Arghandab dans la province de Kandahar, puis nous nous sommes mis en route. J'ai fait ce que je faisais toujours lorsque je suivais une patrouille : garder un œil sur le dos des casques des soldats tout en prenant des photos, et tâcher de ne pas sortir du rang afin de ne pas sauter sur une mine antipersonnel. Ou encore marcher jusqu'à ce qu'on se fasse tirer dessus, car c'est à ce moment-là qu'on obtient les meilleures photos.

Les images de bataille que je prenais ce matin-là étaient tout sauf spectaculaires. Des photos de soldats marchant en cadence. Des photos ordinaires, qui ne font plus réagir personne. Elles n'étaient pas bonnes et je le savais. C'est peut-être pour cela que j'ai continué de photographier lorsque mon pied a touché une mine antipersonnel – car je savais bien que les photos que j'avais ne valaient rien.

Toutefois, j'ai appris qu'avec le temps certaines choses avaient changé en Afghanistan. Contrairement aux soldats de Kipling, je n'ai pas été laissé à la merci des couteaux des femmes afghanes. Un médecin militaire a pansé mes blessures avant qu'un « dust-off » (hélicoptère d'évacuation d'urgence) n'atterrisse et m'emmène me faire soigner en toute sécurité.

Je suis en vie.

João Silva
Centre médical militaire Walter Reed

Combattants de l'Alliance de l'Est en route vers la ligne de front dans les montagnes de Tora Bora en Afghanistan où les forces d'Al-Qaida furent vaincues après un siège de deux semaines. 16 décembre 2001.
© Joao Silva / The New York Times

Raie pastenague à queue courte dans un canyon sous-marin au large des Poor Knight Islands, Nouvelle-Zélande.
© Brian Skerry / National Geographic

Une blennie se cache dans un corail du récif Kingman, centre de l'océan Pacifique.
© Brian Skerry / National Geographic

BRIAN SKERRY

National Geographic

Ocean Soul

Ocean Soul est une histoire d'amour. Une histoire de découverte et d'espoir. Une histoire qui débute avec la révélation d'un petit garçon qui aime la mer : « J'avais toujours voulu explorer les océans et j'ai compris comment faire : en utilisant un appareil photo. » Grâce à une détermination sans bornes couplée à la créativité, au travail acharné et saupoudré d'un peu de chance, ce garçon, c'est-à-dire moi, allait réaliser son rêve en écrivant plus de vingt articles pour *National Geographic*. Mon ouvrage *Ocean Soul* et l'exposition qui y est consacrée sont pour moi l'occasion de dévoiler une sélection de photos qui racontent l'océan et montrent un monde fait de beauté et de mystère, un monde menacé mais aussi porteur d'espoir, qui pourra retrouver sa santé pourvu que les soins nécessaires lui soient accordés.

Pendant mes 30 ans de carrière, dont 10 000 heures passées sous l'eau, j'ai exploré les océans du monde entier, équipé de mon appareil photo, racontant les histoires des animaux et des écosystèmes tels que je les voyais, d'après les expériences que je vivais. Huit mois par an, j'étais sur le terrain, dans des récifs de corail aussi bien que sous la banquise. Pour certaines missions, j'ai dû vivre au fond de la mer en saturation pendant 7 jours, plonger à plus de 100 mètres en utilisant un mélange de plusieurs gaz et je me déplaçais aussi bien à motoneige qu'en dirigeable. J'ai pu observer une incroyable variété de faune marine – des baleines géantes aux poissons minuscules, chacun avait son histoire à raconter.

Bien que ma passion ait toujours été de rendre hommage à la beauté de la faune marine, je me suis également intéressé, ces dernières années, aux difficultés que subissent les océans de la planète, car je voulais que mon histoire soit plus complète. L'océan est attaqué de toutes parts et doit faire face à la surpêche, à la pollution, au réchauffement et à l'acidité. Comme la plupart de ces phénomènes se passent sous l'eau, ils sont peu connus et peu compris. J'ai senti qu'il était de mon devoir d'utiliser mes photos pour révéler ces problèmes au grand jour. Mes travaux de conservation m'ont valu plusieurs prix internationaux, ce qui a déjà permis de protéger certains écosystèmes et certaines espèces marines. La photographie est un puissant agent de changement car la prise de conscience entraîne souvent l'espoir.

Ce que je préfère dans mon travail, c'est prendre des photos qui évoquent l'essence même d'un animal, qui fait ressortir sa force vitale, l'énergie qui en émane et qui définit chaque être individuel. J'essaie d'utiliser cette énergie pour prendre des photos qui sont plus qu'une trace, qui capturent cet instant précis, l'instant où l'esprit d'une créature est saisi dans un mélange de lumière, de mouvement et de grâce.

Ocean Soul décrit ces forces individuelles qui vivent dans l'eau et émergent de l'océan pour former un tout. C'est également ainsi que je me vois : une âme océanique ayant passé la plupart de ma vie à courir après ce rêve et sans cesse emporté par la force des marées.

Brian Skerry

Jeunes Israéliens assis au centre de la cité « Chicago » à Lod.
© Pierre Terdjman / Cosmos pour Paris Match

Devant une épicerie russe, des immigrés d'Europe de l'Est discutent un vendredi après-midi à Beer-Sheva.
© Pierre Terdjman / Cosmos pour Paris Match

© Olivier Fitoussi

PIERRE TERDJMAN

Cosmos
pour Paris Match

United we were strong
L'union aurait dû faire la force

« Israël existera et sera un pays comme les autres le jour où il aura ses prostituées et ses voyous », déclarait David Ben Gourion. Après huit années passées là-bas, je suis rentré en France, et depuis Paris, j'ai appris à regarder autrement cette terre que je venais de quitter. J'ai pensé aux mots de Ben Gourion, et j'y suis retourné pour photographier cet « autre Israël », celui que les « bobos » de la gauche tel-avivienne et les ultra-religieux de Jérusalem préfèrent ignorer. De Lod à Beer-Sheva en passant par Dimona, j'ai pénétré l'une des faces cachées du pays, celle d'une terre promise oubliée de tous, où les promesses n'ont jamais été tenues. Une terre où les villes gangrenées par la misère et le chômage ne sont plus qu'un ensemble de clapiers délabrés au pied desquels squattent les dealers et les prostituées qui enchaînent les passes pour, quelques heures plus tard, dépenser l'argent gagné dans un long shoot d'héroïne. Ceux qui vivent là, qu'ils soient russes, éthiopiens ou arabes, sont tous devenus des « sabras » : « de petites gens travailleurs ». Dans une autre vie, certains étaient médecins, d'autres, ingénieurs. Aujourd'hui ils font des ménages pour quelques poignées de shekels de l'heure. Comment l'Israël des kibboutz et des pères fondateurs aux idéaux sionistes socialistes a-t-il pu oublier ces hommes et ces femmes, dont l'unité était la force ? En me posant cette question, j'ai réalisé que moi, juif, français, photographe dont les images se veulent le réceptacle de tant de témoignages, je les avais, pendant trop longtemps, oubliés aussi.

Depuis l'arrivée de Benjamin Netanyahou au ministère des Finances en 2003, les aides n'ont cessé de diminuer. À Lod, Dimona ou Beer-Sheva, c'est « marche ou crève ». Un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté, seulement aidée par des associations, parmi lesquelles des organisations évangélistes. Tous les jours, l'écart se creuse un peu plus entre les riches et les pauvres, dans un espace si petit que les premiers vivent sous le regard des seconds. Israël se gangrène de l'intérieur. « Nos dirigeants sont inconscients, m'a confié Ila, bénévole dans une association. Un jour, ici, ça va exploser et ce sera bien pire que toutes les intifadas que nous avons connues. » D'ici, la guerre avec les Palestiniens paraît bien loin. C'est un autre monde, un autre combat, une autre lutte, quotidienne elle aussi, à la fois si différente et si semblable.

Face à la détresse de ces oubliés de la Terre promise, je me demande si « être un État comme les autres » mérite qu'on y sacrifie autant d'hommes et de femmes, ou qu'on doive y compter autant de « prostituées et de voyous ». Comme dans tant d'autres endroits du monde, je n'ai vu là que des gens qui se battent pour survivre. Et j'ai compris qu'ils étaient sans doute nombreux, ceux qui avaient intérêt à continuer d'oublier, à perpétuer cette misère, à laisser ces gens croupir, pour mieux imposer leur pouvoir. Yitzhak Rabin avait raison : « Nous avons réussi des choses impossibles, disait-il. Mais nous avons beaucoup moins bien réussi les choses possibles. »

Pierre Terdjman

Je tiens à remercier Guillaume Clavières et Caroline Mangez de Paris Match, Pascal Briard de Canon France, GQ, et Flore Olive qui m'a aidé à trouver les mots…

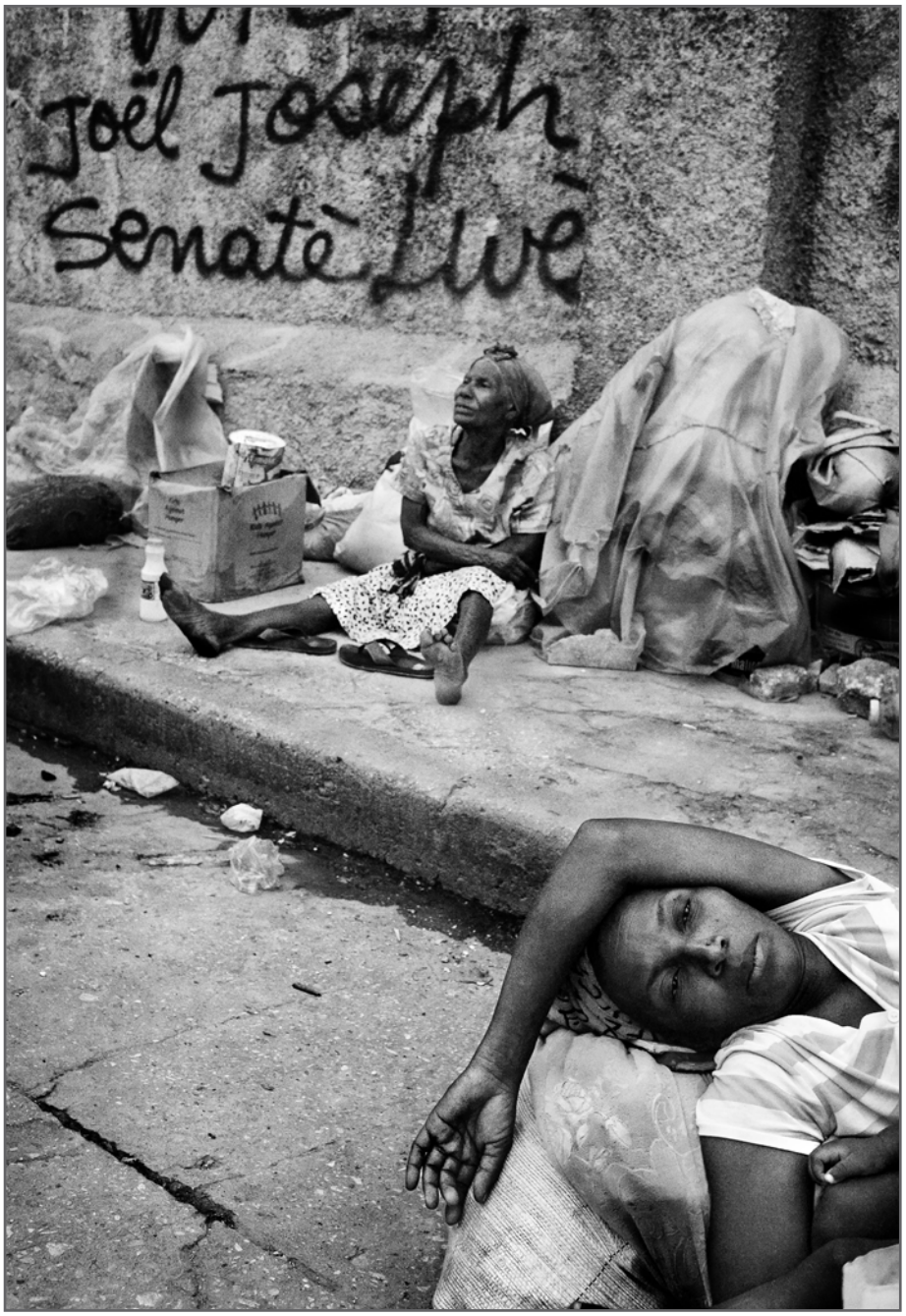
RICCARDO VENTURI

Contrasto / Réa

L'après-Haïti

Même avant le 12 janvier 2010, Haïti (qui occupe le côté ouest de l'île d'Hispaniola, à côté de la République dominicaine, à l'est) était le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, avec 80 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté et 54 % dans la misère. La corruption, la violence et le crime organisé y sont endémiques.
Je me suis rendu en Haïti pour la première fois en janvier 2010, quelques jours après le tremblement de terre désastreux. Dès mon arrivée à Port-au-Prince, la capitale, j'ai constaté que des quartiers entiers avaient été détruits et que les infrastructures et les installations principales s'étaient effondrées ou étaient lourdement endommagées. Les hôpitaux, les banques, les ministères et les commissariats avaient été touchés, sans oublier la prison de laquelle des milliers de détenus s'étaient enfuis après le séisme.
Le chaos régnait dans la ville, les habitants erraient dans les rues, sans accès aux services et produits de base tels que l'eau, la nourriture et les soins de santé. Les pillages et les incendies étaient fréquents ; ni l'État ni la police ne maîtrisaient la situation devenue apocalyptique.
J'ai séjourné quelques semaines en Haïti chez un ami italo-haïtien dont la maison, bien qu'ayant subi des dégâts, ne s'était pas effondrée. Mon ami et sa famille avaient eu la chance de s'en être sortis sains et saufs. Nous dormions tous dans la cour, redoutant les nombreuses répliques.
Malgré la tragédie, ou peut-être justement à cause de celle-ci, j'ai tout de suite été frappé par la gentillesse et la dignité du peuple haïtien. Ce sont ces émotions que j'ai essayé de refléter dans mes photos.
Après ce premier voyage en Haïti, j'ai ressenti le besoin de continuer à couvrir les conséquences du séisme : j'y suis retourné en mai 2010, pendant la saison des pluies. Les tempêtes torrentielles rendaient la vie quotidienne des sans-abri (estimés entre 1 et 1,8 million) encore plus difficile. Les personnes évacuées vivaient dans des villes de tentes installées là où on trouvait de la place, sans eau, ni sanitaires, ni services de santé. Les travaux de reconstruction n'avaient pas encore débuté, mais de nombreux Haïtiens étaient rentrés chez eux, où des glissements de terrain avaient fait de nouvelles victimes. Ces conditions ont inévitablement fait monter les tensions et la colère, donnant souvent lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre.
Mon dernier voyage en Haïti remonte à novembre 2010 pour couvrir les élections présidentielles. Fin octobre, le coup de grâce avait été porté : une épidémie de choléra s'était déclarée dans le pays, faisant quelque 5 000 victimes. Les hôpitaux, déjà surpeuplés, ne pouvaient pas répondre à une telle urgence et empêcher la propagation de la maladie.
Grâce à leur solidarité et à leurs fortes croyances religieuses et mystiques, les Haïtiens continuent leur lutte malgré les tragédies qui s'abattent sur leur pays.

Riccardo Venturi



Des sans-abri se reposant près de la cathédrale. Port-au-Prince, janvier 2010.
© Riccardo Venturi / Contrasto / Réa

Démolition d'un bâtiment après son effondrement. Port-au-Prince, 16 janvier 2010.
© Riccardo Venturi / Contrasto / Réa

Bibi Aisha, défigurée après avoir été punie pour avoir fuit la maison de son époux, Kaboul, Afghanistan
© Jodi Bieber
Afrique du Sud, Institute for Artist Management / Goodman Gallery pour Time Magazine
World Press Photo 2010

Un homme porte un requin à travers les rues de Mogadiscio, Somalie, 23 septembre 2010.
© Feisal Omar
Somalie, pour Reuters
1er Prix Vie Quotidienne
Photo Isolée

WORLD PRESS PHOTO

World Press Photo de l'Année 2010
Jodi Bieber,

Afrique du Sud, Institute for Artist Management / Goodman Gallery, pour *Time*

World Press Photo est une organisation indépendante à but non lucratif, fondée aux Pays-Bas en 1955. Son objectif principal est de stimuler et promouvoir au niveau international, le travail des reporters-photographes professionnels. World Press Photo est devenue au fil des années une plate-forme indépendante du photojournalisme et du libre échange de l'information.
Pour réaliser ses objectifs, World Press Photo organise le plus grand et plus prestigieux concours annuel mondial de la photographie de presse. Cette année, 108 059 photos ont été soumises par 5 691 photographes de 125 nationalités différentes. Elles ont été jugées par un jury indépendant composé de professionnels du photojournalisme du monde entier. Les photos primées sont réunies dans une exposition itinérante, vue chaque année par environ 2,5 millions de personnes dans près de 45 pays. L'album présentant toutes les participations primées est publié chaque année en sept langues. Outre la gestion du vaste programme d'exposition, l'organisation suit de près les développements dans le domaine du photojournalisme. Les projets éducatifs jouent un rôle important dans les activités de World Press Photo. Des séminaires et ateliers, ouverts aux photographes individuels, aux agences et rédacteurs de la photographie, sont organisés dans des pays en développement. Le Joop Swart Masterclass annuel, tenu aux Pays-Bas, est destiné aux photographes de talent en début de carrière. Ils reçoivent des conseils professionnels et pratiques de sommités de la profession.

Vous trouverez sur le site web de World Press Photo, www.worldpressphoto.org, tous les reportages primés dans leur totalité ainsi que les informations techniques des photographes et des interviews filmées de certains lauréats. Vous trouverez dans la section du concours World Press Photo des participations primées consacrées à des productions multimédia ainsi que de plus amples informations sur l'organisation et ses activités.

World Press Photo bénéficie du soutien de la Loterie néerlandaise des Codes postaux. Elle est parrainée dans le monde entier par Canon et TNT.

La Loterie néerlandaise des Codes postaux parraine World Press Photo. La plus grande loterie de bienfaisance des Pays-Bas reconnaît l'importance et l'immense pouvoir de la photographie de presse.
Canon est depuis 1992 une entreprise partenaire de World Press Photo et malgré l'évolution constante de la façon dont les journalistes racontent leurs histoires, le Pouvoir de l'Image reste aussi important et influent aujourd'hui qu'il l'était hier. La relation de longue date entre Canon et World Press Photo est nourrie par la passion de Canon de permettre à quiconque de raconter une histoire.
TNT partage l'engagement de World Press Photo de soutenir le libre échange de l'information. Par le mécénat, TNT veut prouver l'intérêt qu'elle porte au monde et, chose plus importante, son engagement pour aider à le rendre meilleur.

ALVARO YBARRA ZAVALA

Reportage by Getty Images

Colombie, l'éternel déchirement

Depuis 47 ans, la Colombie vit une guerre civile qui ne dit pas son nom. La lutte pour l'égalité et les idéaux politiques, qui divisa la société en deux, est aujourd'hui révolue. Un conflit ignoré, une société abandonnée et une réalité très peu réelle. La guerre en Colombie est un grand mensonge ; la seule vérité qui s'impose dans ce conflit est le trafic de drogue, qui entretient la guerre et provoque chaque année des milliers de morts.

La Colombie est aveuglée par une guerre qu'elle ne veut pas reconnaître officiellement. C'est une société écartelée, qui vit la guerre dans sa chair tout en la considérant comme un vague problème d'insécurité issu d'un passé très lointain.

La lutte des classes, la quête d'une identité révolutionnaire et d'une grande Colombie égalitaire sont désormais des rêves du passé. Les parties belligérantes ont recyclé les vieux idéaux de la lutte armée en slogans politiques éculés, qu'ils brandissent pour se justifier, les rares fois où la communauté internationale regarde la Colombie.

Des départements comme Nariño, Huila, Tolima, Cauca, Choco, Caqueta et Meta sont aujourd'hui les fronts d'une guerre totale, délibérément occultée de l'image que la Colombie veut donner d'elle-même au reste du monde.

Partout dans le pays, la guerre, la violence, l'intimidation et l'extorsion de fonds ont poussé des milliers de personnes à quitter leur terre et leur foyer. Pour rester en vie, ces civils anonymes, qui n'ont aucune existence puisque le pays nie le conflit, doivent se déplacer sans cesse. Dans cette société exsangue, les violations systématiques des droits de l'homme, commises par toutes les parties au conflit, ont donné naissance à de nouvelles générations imprégnées par la violence. Dans certaines régions, l'isolement, les inégalités sociales et le trafic de drogue (seule source stable de revenus) ont imposé la loi du silence comme la seule loi possible.

Colombie, l'éternel déchirement est un projet qui cherche à montrer le drame et la schizophrénie de ce pays. Pour pouvoir soigner les blessures profondes infligées par un conflit complexe, vieux de près d'un demi-siècle, la Colombie a besoin de paix.

Alvaro Ybarra Zavala

Colombie, novembre 2007. Cocaïne pure. La drogue est une source de financement pour tous les groupes armés du conflit colombien. © Alvaro Ybarra Zavala / Reportage by Getty Images

Tumaco, Colombie, juillet 2009. La police interroge les occupants d'un bar lors d'une descente dans le bidonville de Los Puentes, véritable champ de bataille où s'affrontent deux groupes paramilitaires d'extrême droite : les narcotrafiquants du groupe Rastrojos et les Black Eagles, soutenus (officieusement) par le gouvernement, et qui cherchent à profiter de la manne écologique par la mise en place d'éco-initiatives dans les territoires qu'ils contrôlent. © Alvaro Ybarra Zavala / Reportage by Getty Images

VISA POUR L'IMAGE 2011 PERPIGNAN

PARTENAIRES

CANON

PARIS MATCH

GETTY IMAGES

NATIONAL GEOGRAPHIC

ELLE

PHOTO

DAYS JAPAN

FNAC

FRANCE 24

RFI

CENTRAL COLOR

DUPON

e-CENTER

SAIF

e-GATE – FOTOWARE

iTRIBU - APPLE PREMIUM RESELLER

ADOBE

CCI DE PERPIGNAN ET DES PYRÉNÉES ORIENTALES

RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les laboratoires photographiques

Les indispensables partenaires de l'ombre : les laboratoires photographiques de Visa pour l'Image. Sans le soutien des laboratoires photographiques au fil de ces 23 éditions, le Festival ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui.
Leur soutien infaillible, leur fidélité, leur engagement, leur passion et leur professionnalisme sont la vitrine du Festival et l'une de ses images de marque les plus essentielles.
À tous ces magiciens de l'ombre qui nous accompagnent au fil de l'actualité, au fil des années, au fil des éditions, nous disons un immense merci !

CENTRAL COLOR

10, rue Pergolèse - 75016 Paris / Tél : 01 44 17 13 50 / Fax : 01 45 01 62 86
email : sce.com@central-color.com

● **Martina Bacigalupo** / Agence VU *(Prix Canon de la Femme Photojournaliste décerné par l'Association des Femmes Journalistes en 2010 et soutenu par Le Figaro Magazine)* : Je m'appelle Filda Adoch ● **Jocelyn Bain Hogg** / VII Network : The Family ● **Valerio Bispuri** : Encerrados - Voyage dans les prisons d'Amérique du Sud ● **Bertrand Gaudillère** / Item : Des chiffres, Un visage ! ● **Lu Nan** / Magnum Photos : Les oubliés - État des services de psychiatrie chinois ● **Le printemps arabe de Paris Match** ● **Pierre Terdjman** / Cosmos pour Paris Match : United we were strong - L'union aurait dû faire la force

DUPON

74, rue Joseph de Maistre - 75018 Paris / Tél : 01 40 25 46 00 / Fax : 01 40 25 46 66
email : contact@dupon.com

● **Barbara Davidson** / Los Angeles Times : Pris entre deux feux ● **Japon, mars 2011, Une sélection de Days Japan** ● **Cédric Gerbehaye** / Agence VU *(Lauréat des Bourses Fnac 2010)* : The Land of Cush ● **Catalina Martin-Chico** / Cosmos *(Lauréate 2011 du Visa d'or Humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) soutenu par la Fondation SANOFI ESPOIR)* : « Premier km^2 de liberté » : place du Changement, Sanaa, Yémen ● **Issouf Sanogo** / Agence France-Presse : Côte d'Ivoire ● **Shaul Schwarz** / Reportage by Getty Images : La culture narco ● **Riccardo Venturi** / Contrasto / Réa : L'après-Haïti ● **Alvaro Ybarra Zavala** / Reportage by Getty Images : Colombie, l'éternel déchirement

e-CENTER

6, rue Avaulée - 92240 Malakoff / Tél : 01 41 48 48 00 / Fax : 01 41 48 48 02
email : info@e-center.fr

● **Rodrigo Abd** / Associated Press : Une paix bien plus violente que la guerre ● **Peter Dench** : Angleterre version non censurée : dix ans de photographie ● **Fernando Moleres** / Panos / laif : L'incarcération des jeunes en Afrique ● **Ed Ou** / Reportage by Getty Images pour The New York Times *(Prix du Jeune Reporter de la ville de Perpignan 2011)* : Enfants des hommes ● **João Silva** / The New York Times : Afghanistan

10b PHOTOGRAPHY

via San Lorenzo da Brindisi, 10b - 00154 Rome - Italie / Tél : +39 06 97 84 80 38
email : info@10bphotography.com

● **Yuri Kozyrev** / NOOR pour Time Magazine : Les chemins de la révolution

Partenaires locaux

Le Festival International du Photojournalisme est organisé à l'initiative de l'association « Visa pour l'Image - Perpignan », regroupant la Ville de Perpignan, le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Perpignan et des Pyrénées-Orientales, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et l'Union Pour les Entreprises 66.
Sous le haut patronage et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication, ainsi que de la D.R.A.C. Languedoc-Roussillon et du Consulat Général des États-Unis d'Amérique à Marseille.

AVS
Banque Populaire Du Sud
Brasserie Cap D'Ona
Cafés La Tour
Canon
Cave des Vignerons de Baixas, Dom Brial
Citec Environnement
Codic Parc Saint-Julien
Confiserie du Tech
Consulat Général des États-Unis à Marseille
Corporation Française de Transport
Créapolis
Crédit Agricole Sud Méditerranée
E.Leclerc
Echa's Entrepose
El Centre del Món – Metrovacesa, Méditerranée
Fnac
France Telecom Orange
Galeries Lafayette
Grand Circuit du Roussillon
La Poste
Les Dragons Catalans
L'Indépendant – Midi Libre
McDonald's
Mitjavila
Nicolas Entretien
Puissance i
Radio Communication 66
Régie Parking Arago
Republic Technologies
Réseau Ferré de France
Saint-Cyprien Golf & Resort
SAS François Fondeville
Sobraques Distribution
Société Générale
Société Ricard
Sud de France
Thalassothérapie Grand Hôtel Les Flamants Roses
Urbanis
USAP
Veolia Environnement
Vignerons Catalans
Vinci Park

Application iPhone / iPad

Conception et blog : Didier Cameau *(Deuxième Génération)* : d.cameau@2eme-generation.com
Conception et développement : Didier Vanderkerckhove : didierv@me.com

Organigramme

Association
Visa pour l'Image - Perpignan

Hôtel Pams, 18, rue Émile Zola
66000 Perpignan
Tél : 04 68 62 38 00 – Fax : 04 68 62 38 01
email : contact@visapourlimage.com
www.visapourlimage.com

Jean-Paul Griolet *(président)*, Michel Pérusat *(vice-président, trésorier),* Arnaud Félici *(coordination)*, Sophie Vidal *(assistante de coordination),* Elisa Migda *(coordination web)*

Organisation du Festival
Images Évidence

4, rue Chapon – Bâtiment B
75003 Paris
Tél : 01 44 78 66 80 – Fax : 01 44 78 66 81
email : jfleroy@wanadoo.fr / d.lelu@wanadoo.fr

Jean-François Leroy *(directeur général)*, Delphine Lelu *(adjointe)*, Vincent Jolly *(assistant)*, Eliane Laffont *(consultante permanente aux États-Unis)*, Alain Tournaille *(régisseur)*, Auberi Edler *(rédaction)*, Claire Baudéan *(présentation des soirées)*, Caroline Laurent-Simon *(responsable des rencontres avec les photographes)*, Béatrice Leroy *(révision des textes et légendes)*, Jean Lelièvre *(consultant)*

Interprètes : Shan Benson, Anna Collins, Delfina Genchi, Elodie Pasquier, Brian Riggs, Pascale Sutherland

Traductions écrites : Shan Benson et Anna Collins *(anglais)*, Maria Sìlvan Rodrìguez *(catalan et espagnol)*, Elodie Pasquier, Mona de Pracontal et Brian Riggs *(français)*

Réalisation des soirées
Abax Communication

14, avenue du Général de Gaulle
71150 Chagny
Tél : 03 85 87 61 80 – Fax : 03 85 87 61 81
email : sa.abax@wanadoo.fr

Abax : Thomas Bart, Jean-Louis Fernandez, Laurent Langlois, Emmanuel Sautai *(réalisateurs)*
Ivan Lattay *(illustration sonore)*
Valérie Sautai *(assistante),* Pascal Lelièvre *(régie générale)*
Technique projection :
Magnum - Top Audiovisuel : Richard Mahieu et David Levy
Vidémus : Eric Lambert

Presse / Relations publiques
2e BUREAU

18, rue Portefoin – 75003 Paris
Tél : 01 42 33 93 18 / Fax : 01 40 26 43 53
email : mail@2e-bureau.com
www.2e-bureau.com

Sylvie Grumbach *(organisation/presse)* : sylvie.grumbach@2e-bureau.com
Presse : Martial Hobeniche (m.hobeniche@2e-bureau.com), Flore Guiraud (f.guiraud@2e-bureau.com), Marine Boutroue (m.boutroue@2e-bureau.com)
Valérie Bourgois *(organisation/accréditations)* : v.bourgois@2e-bureau.com

V2b